ECRAN DE VEILLE

PROSPECTION GÉOSTRATÉGIQUE
VEILLE SÉCURITAIRE
CONTRE-TERRORISME
RÉSISTANCE AUX EXTRÉMISMES

N°10 / 11 - JANVIER / AVRIL 2021

SOMMAIRE

02 EDITORIAL *No Pasarán !* ***Par atmane Tazaghart***

02 CONFIDENTIEL Le Pentagone propose des avions AWACS à l'armée algérienne
02 Paris envisage-t-elle d'envoyer des troupes en Irak ?
03 Les accointances turques du CCIF et de Barakacity
03 Ambassadeur de France à Alger : Interdiction de rencontrer des représentants du Hirak !
03 Le chef de Daech signalé dans la région de Mossoul
03 La Chaabi Bank marocaine au coeur d'une enquête française visant des proches des Frères musulmans
03 Le mouvement algérien Rachad coaché par les services secrets turcs

04 CONJONCTURES Expansionnisme turc dans les Balkans : Selon la propagande d'Ankara, les Bosniaques seraient des Turcs !
05 Pour Erdogan, la reconquête des Balkans passe par le Sandjak
06 L'Albanie, terre de mission d'Erdogan
07 « Grande albanie » : une recolonisation turque en douceur

08 EXPERTISES ***Par Martine Gozlan, Hamid Zanaz, Ian Hamel, Malika Madi, Roland Jacquard, Jean-Marie Montali, Christian Malard, Fabienne Durand***

14 INVESTIGATIONS Haut Karabakh : Le futur boulevard reliant Ankara à Bakou passera par le sud de l'Arménie

15 DOCUMENT L'islamo-gauchisme existe bel et bien... et en plus il tue !

16 PROFIL Erdogan, le nouveau parrain du fascisme islamique

+ DOSSIER SPÉCIAL ERDOGAN, NOUVEAU PARRAIN DU FASCISME ISLAMIQUE
Lire pages 4 à 16

LUTTE CONTRE L'ISLAMISME ET LE REPLI COMMUNAUTAIRE

Les Frères musulmans frappés au porte-monnaie !

SEL AHMET/SIPA

Vitrine des Frères musulmans, l'IESH de Saint Denis a été fermé pour infraction aux règles applicables aux établissements recevant du public.

Isolés politiquement au sein du CFCM (Conseil Français du Culte Musulman), suite à l'adoption d'une « charte des principes » rejetant les « *ingérences étrangères et l'instrumentalisation de l'islam à des fins politiques* », les trois courants de l'islamisme dit « politique », que sont les *Musulmans de France* (ex-UOIF, filiale tricolore des Frères musulmans), *Foi et pratique* (lié au mouvement Tabligh) et les *Milli Gürüs* (la branche turque des Frères musulmans), se retrouvent aussi sous le feu nourri des CLIR (Cellules départementales de Lutte contre l'Islamisme et le Repli communautaire) dont la montée en puissance des contrôles a durement frappé ces organisations islamistes, notamment au porte-monnaie !

Un an, à peine, après la création de la première CLIR, installée à Bobigny, le 21 février 2020 (trois jours après le discours du président Macron sur le séparatisme islamiste, le 18 février, à Mulhouse) 101 de ces cellules pilotées par les préfets ont vu le jour. Elles couvrent, à présent, la totalité du territoire français. Et selon un premier bilan, établi par le ministère de l'intérieur, le 3 mars 2021, les CLIR ont effectué 7112 contrôles, qui ont conduit à la fermeture de 492 établissements et ont surtout infligé aux associations islamistes des redressements financiers d'un montant record : 42,5 millions d'euros !

En attendant la promulgation de la « loi confortant le respect des principes de la République », qui incriminera le « séparatisme » et le « discours de haine », qualifiés par le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin de « terreau du terrorisme », les autorités publiques ne disposent que de deux leviers pour cibler les organisations et les lieux de cultes séparatistes : le lien direct avec le terrorisme ou l'infraction aux règles applicables aux établissements recevant du public (ERP).

Selon nos sources, la ministre déléguée chargée de la citoyenneté, Marlène Schiappa, a adressé aux préfectures, dont dépendent les CLIR, un « outil opérationnel » destiné à « *mobiliser tous les leviers d'entrave des foyers de séparatisme* », sous la forme de 15 fiches d'action thématiques (contrôles scolaires, contrôles des associations et des lieux de culte, saisine de Tracfin…)

L'argent étant le nerf de la guerre (idéologique) que mènent les organisations islamistes, et tout particulièrement les Frères musulmans, passés maîtres dans la *Taqqiya* (duplicité) financière destinée à masquer leurs avoirs et les sources de leur financement, la saisine par les CLIR de Tracfin (organisme du ministère de l'Économie et des Finances chargé de la lutte contre la fraude fiscale, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme) ainsi que d'autres organismes sociaux (CAF, URSAAF, Inspections du travail…) s'avère une arme redoutable pour frapper les organisations islamistes au porte-monnaie : 42,5 millions d'euros de redressements, c'est autant d'argent qui ne servira pas à l'endoctrinement et à la propagation du discours de la haine islamiste ! ●

DOCUMENT

L'islamo-gauchisme existe bel et bien... et en plus il tue !

Le terme « islamo-gauchisme » fait polémique. Imprécis et trop amalgamant, il ne permet pas de distinguer l'islam de l'islamisme. Et apporte, ainsi, de l'eau au moulin de la propagande islamiste qui vise à taxer toute critique de l'islam d'islamophobie (autre terme délibérément amalgamant !). Raison pour laquelle, à Global Watch Analysis, nous préférons au terme d'islamo-gauchisme des expressions plus explicites, telles que « collabos gauchistes de l'islamisme » ou « idiots utiles de l'islamisme ».

Cependant, l'« islamo-gauchisme », au sens de la compromission de certains composantes ou courants de l'extrême gauche avec l'islamisme (politique ou djihadiste) existe bel et bien. Une longue enquête, menée en 2004, pour les besoins d'un livre intitulé « Ben Laden, la destruction programmée de l'Occident » paru, cette année-là, aux éditions Jean Picollec, démontre que ce type de connivence gauchiste avec l'islamisme ne tue pas que le débat d'idées dans les universités françaises !

En effet, après les attentats perpétrés par al-Qaida à Nairobi et Dar es-Salaam, en 1998, et les attaques du 11 septembre 2001, de nombreux groupes d'extrême gauche ont développé une fascination macabre pour la « retentissante victoire » que les hommes d'Oussama Ben Laden venaient de remporter contre le « monstre impérialiste » américain.

Ceci a conduit à un aveuglement idéologique, qui a vu des groupes comme l'ETA basque, le GRAPO espagnol, les Brigades Rouges italiennes ou le « 17 novembre » grec apporter leur soutien, idéologique et opérationnel, à al-Qaida, considérant, comme Carlos en son temps, que « *l'islamisme révolutionnaire a pris le relais du communisme, pour devenir le fer de lance de la lutte anti-impérialiste mondiale* ». ●

(*) Lire page 14 et 15.

Scannez le code QR pour lire l'intégralité de ce document et ses nombreuses références et notes de bas de page.

ÉDITORIAL

No pasarán !

Par ATMANE TAZAGHART

En se rendant à Conflans-Sainte-Honorine, dans les heures sombres qui ont suivi l'assassinat de Samuel Paty, Emmanuel Macron était bien inspiré de scander : ils ne passeront pas, s'inspirant du *no pasarán !*, le célèbre slogan des partisans de la Seconde République espagnole (1936 - 1939), devenu, depuis, le cri de ralliement de toutes les luttes anti-fascistes à travers le monde.

Car, oui, c'est bien d'un fascisme islamique qu'il s'agit ! De l'attentat contre *Charlie Hebdo*, en janvier 2015, à la décapitation de Samuel Paty, en octobre 2020, la France a pris conscience, dans la douleur et le sang, que les ennemis de la liberté ne sont pas seulement ces jeunes radicalisés occidentaux, nés à l'ouest d'Allah, qui attaquent au couteau ou au véhicule belier leur propres concitoyens. Ce sont aussi - et surtout - les idéologues de la haine (oulémas, imams, prédicateurs et activistes politico-médiatiques), rompus à l'art de la dissimulation et de la duplicité, qui distillent un discours sectariste et haineux qui incite au repli communautaire, chante les louanges de l'entre-soi et diabolise l'Autre. Pour s'empresser ensuite (lorsque l'une des victimes de leur discours incitateur se saisit d'une arme, pour en découdre avec cet Autre, dépeint à longueur de prêches comme étant impie et impure) de condamner cette violence, qu'il ont eux-mêmes suscitée, pour ainsi faire valoir la prétendue « modération » de leur doctrine dite du « juste milieu » !

Face à ce fascisme islamique, la vraie question n'est pas tant de savoir si c'est l'islam qui radicalise ou la radicalité qui s'islamise. Le véritable enjeu consiste à ouvrir les yeux et à prendre conscience que des courants islamistes longtemps considérés comme des modérés, voire comme des alternatives à l'extrémisme, servent en réalité d'antichambre à un basculement (voulu, planifié, délibérément provoqué) vers la radicalité et la violence.

Face à cet ennemi-là, la bataille n'est pas militaire mais idéologique. Car, qu'il soit djihadiste ou quiétiste, armé ou politique, l'islamisme participe de la même idéologie intégriste et totalitaire. Et pour que cette idéologie « ne passe pas », il conviendrait de l'appeler désormais par son vrai nom : le fascisme islamique !

Et quel meilleur exemple que le néo-sultan Erdogan, pour illustrer la compromission de l'islamisme prétendument modéré avec ce fascisme vert ?

Durant plus d'une décennie (2003 - 2014), il était adoubé en Occident, comme étant le leader d'un islamisme moderne et modéré. Avant qu'il ne tombe le masque, depuis ces sept dernières années, pour se muer en nouveau parrain d'un fascisme aux allures impériales, n'hésitant pas, lors de l'un de ses discours enflammés, à proférer à l'encontre de l'Europe (celle-là même à laquelle il voulait jadis adhérer !) des menaces qui font froid dans le dos : « *Je dis, à nouveau, aux Européens qui nous menacent, si vous continuez à vous comporter de la sorte, demain plus aucun citoyen européen ou occidental, à travers le monde, ne pourra plus faire un seul pas en paix dans la rue* » ! ●

Scannez le code QR pour visionner la vidéo du discours d'Erdogan menaçant qu'aucun citoyen européen ou occidental ne pourra plus marcher en paix dans la rue !

CONFIDENTIEL

Le Pentagone propose des avions AWACS à Alger

La décision de l'Administration Trump d'implanter une base relais d'Africom au Maroc a irrité les autorités algériennes. Alger aurait menacé de suspendre toute coopération avec les Etats-Unis, notamment sur les dossiers sécuritaires brûlants au Sahel et en Libye. Selon nos sources, le nouveau patron du Pentagone, Lloyd Austin, est très soucieux d'apaiser le différend entre l'Algérie et le Maroc, envenimé par la décision de Trump de reconnaître la « marocanité du Sahara occidental », en contre-partie de la normalisation avec Israël. Le Pentagone s'attelle à calmer la colère d'Alger : des avions de reconnaissance ultra-modernes de type AWACS sont proposés à l'armée algérienne, pour renforcer ses capacités de lutte antiterroriste.

SIPA

Et des notes confidentielles américaines sont échangées avec Alger, qui font état de projets terroristes élaborés par des groupes djihadistes au Sahel, pour étendre leurs activités plus au nord, en profitant de la dégradation de la coopération sécuritaire entre Alger et Rabat.

La Chine veut renouer avec l'Administration Biden

Pékin a discrètement engagé des initiatives diplomatiques, en vue de parvenir à une désescalade des tensions qui l'opposent à l'Administration Biden. Selon nos sources, ces tentatives d'apaisement sont pilotées par une équipe restreinte de hauts responsables du Parti et proches conseillers du président chinois, sous l'égide de Yang Jiechi, ancien ministre des affaires étrangères (2007 - 2013) et ancien ambassadeur chinois à Washington (2001 - 2005).

Nucléaire : Paris veut relancer les négociations avant la campagne présidentielle iranienne

La diplomatie française multiplie les efforts et les initiatives pour tenter de relancer les négociations pour un retour à l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, le plus rapidement possible. Le but est de devancer la campagne électorale de la présidentielle iranienne, qui débutera à la mi-juin. Le contexte électoral risque, en effet, d'être propice aux positions des conservateurs et des Pasdaran opposés à l'élargissement des négociations portant sur le nucléaire à d'autres dossiers sensibles, tels que les missiles balistiques ou l'expansionnisme iranien au Moyen-Orient

Le guide de la révolution iranienne, Ali Khamenei

AV-COLLECTION/SIPA

Ambassadeur de France à Alger : Interdiction de rencontrer des représentants du Hirak !

Pour éviter les critiques dont a fait l'object son prédécesseur, Xavier Driencourt, le nouvel ambassadeur de France à Alger, François Gouyette, aurait reçu de l'Elysée des instructions confidentielles lui interdisant de recevoir ou de rencontrer des représentants du Hirak, le mouvement de protestation populaire qui revendique un changement de régime en Algérie.
Selon nos sources, l'Élysée a aussi exigé un changement de personnel diplomatique à Alger, imposant notamment au nouvel ambassadeur l'arrivée d'une nouvelle conseillère politique, en la personne de Souhire Medini, qui présente un double avantage : parfaite arabophone, elle a aussi de puisants relais diplomatiques sur le continent africain.

Le mouvement algérien Rachad coaché par les services turcs

Selon une note confidentielle française, des cadres du mouvement islamiste algérien Rachad ont discrètement été reçus par le MIT (services secrets turcs) à Antalya et Istanbul. Les émissaires de Rachad se sont vus promettre une aide financière et logistique pour renforcer leurs actions de propagande. Leurs hôtes turcs les ont notamment mis en contact avec d'autres dissidents islamistes arabes qui dirigent des médias émettant depuis la Turquie, parmi lesquels le libyen Ali al-Salabi, le patron de la chaîne de télévision Aharar Libya, et l'égyptien Ayman Nour, le principal actionnaire d'al-Sharq TV. Selon la même note, Mourad Dhina et Mohamed Larbi Zitout, deux éminents dirigeants de Rachad, ont par ailleurs eu des contacts dans l'entourage proche d'Azmi Bechara, conseiller spécial de l'émir du Qatar et parton la chaîne de télévision al-Araby basée à Londres.
L'objectif de ces démarches serait de lever des fonds en vue de lancer une chaîne de télévision pour relier le discours de Rachad, qui sera basée à Londres ou à Istanbul.

DR

Paris envisage-t-elle d'envoyer des troupes en Irak ?

Les Américains tentent de sonder discrètement les autorités françaises, pour savoir si elles seraient prêtes à déployer des troupes et/ou des forces aériennes en Irak. Le but est de lutter contre le terrorisme et de parer aux tentatives de retour en force de Daech. Mais aussi de combler le vide laissé par le désengagement américain, afin d'empêcher les milices pro iraniennes de renverser le rapport de force avec le gouvernement de Bagdad.
À Paris, certains conseillers de défense y voit une opportunité pour renforcer la coopération militaire avec l'Irak. Et notamment l'accélération des négociations concernant une vente de Rafales qui a les faveurs du premier ministre, Moustafa al-Kazimi, mais qui est toujours en attente de financement.

Biden veut une grande conférence internationale sur la démocratie dans le monde

L'Administration Biden envisage d'organiser, dès que la pandémie le permettra, une grande conférence internationale sur la démocratie dans le monde. L'objectif sera de réunir un maximum de pays et de gouvernements autour d'un sommet mondial sur le respect des droits de l'Homme et des conventions internationales, de la lutte antiterroriste et de la non prolifération nucléaire.

Le chef de Daech signalé dans la région de Mossoul

Le nouvel émir de Daech, Amir Mohamad Abdel Rahman Al-Mawla al-Salbi, se trouverait dans la région de Mossoul, selon des informations interceptées par les services secrets irakiens. Des rapports occidentaux s'alertent, par ailleurs, d'un retour en force de Daech dans cette même région. Plusieurs groupes y ont été reconstitués et Daech use de son trésor de guerre pour les doter en armes (lances-missiles et drones armés) achetés auprès de fournisseurs agissant habituellement pour le compte des milices irakiennes pro iraniennes.

Les accointances turques du CCIF et de Barakacity

Les investigations françaises menées suite à l'interdiction de l'ONG islamiste Barakacity et du Collectif Contre l'Islamophobie en France (CCIF) ont mis en lumière des liens troubles avec le MIT (services secrets turcs).
Selon nos sources, le patron de Barakacity, Idriss Sihamedi, aurait effectué, durant les deux dernières années, plusieurs voyages en zone syrienne, sous la protection du MIT. Quant au CCIF, il aurait entretenu des relations étroites avec la COJEP (Council for Justice, Equality and Peace), une ONG controlée par les services turcs.

La France s'inquiète du lobbying chinois dans la secteur de la téléphonie

Les autorités françaises s'inquiètent du lobbying intensif de la firme chinoise Huawei, auprès de plusieurs anciens ministres et premiers ministres français, de plus de 180 parlementaires ainsi que de nombreux responsables dans le secteur des télécoms.
Le gouvernement est discrètement intervenu, pour rappeler à toutes ces personnalités la nécessité des « rester en retrait » sur ces dossiers sensibles.

Mission antiterroriste pour le porte-avions Charles de Gaulle au Moyen-Orient

Dans le cadre de l'opération Chammal (le nom de code donné, depuis septembre 2014, aux actions des forces armées françaises au sein de la coalition internationale contre le terrorisme au Moyen-Orient), le porte-avions Charles de Gaulle effectuera très prochainement une longue mission antiterroriste dans le golfe arabo-persique et l'océan indien.

La Chaabi Bank marocaine au cœur d'une enquête française visant des proches des Frères musulmans

Les filiales hexagonales de l'établissement bancaire marocain *Chaabi Bank* se retrouvent au cœur d'une enquête de Tracfin, l'organisme du ministère français de l'Économie et des Finances chargé de la lutte contre la fraude fiscale, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les investigations portent notamment sur des comptes appartenant à des personnes proches de la mouvance des Frères musulmans.

FOCUS

AFRIQUE

Visioconférence depuis l'Élysée entre le président Macron et des dirigeants africains réunis à N'Djaména, le 15 février 2021.

LUDOVIC MARIN / AP/SIPA

L'Elysée prépare deux conférences internationales sur l'Afrique

L'Elysée travaille sur deux projets de conférences internationales consacrées à l'Afrique, dont les dates restent à préciser, en fonction de l'évolution de la pandémie du Covid 19.
La première se tiendra, très probablement cet été à Bordeaux, et réunira les chefs d'États des pays africains francophones. La deuxième sera une grande conférence consacrée à la dette africaine, que le président Macron veut organiser en coopération avec le FMI et la Banque Mondial, en y associant notamment des pays comme la Chine ou le Japon, très impliqués dans l'endettement des pays africains.

Macron veut mutualiser la gestion de la dette africaine

La conférence que prépare l'Elysée sur la dette africaine sera l'occasion pour le président Macron de négocier avec la Chine un projet qui le tient tout particulièrement à cœur, qui vise à mutualiser la gestion de la dette africaine, pour l'inscrire dans un cadre de coopération internationale qui sera traité lors des grands sommets mondiaux, tels que le G20 ou l'assemblée générale de l'Onu.
Le but est d'empêcher la Chine de trop endetter les pays africains, pour ensuite user de cette dette pour accroître son influence politique. Et aussi de limiter la mainmise chinoise dans certains secteurs publics sur le continent africain.
Selon nos sources, la Chine a montré des signes positifs, suite aux propositions qui lui ont été transmises par Paris. Sans vouloir en faire une règle générale, Pékin s'est dite prête à discuter avec la France de certaines dettes africaines qui pourraient effectivement être gérées en commun.

Une tournée africaine pour Macron... dès que le Covid le permettra !

Le président français envisage une tournée africaine, dont le calendrier sera fixé en fonction de l'évolution de la pandémie du Covid 19. Plusieurs étapes seront au programme, notamment un déplacement au Sahel, deux visites en Angola et en Afrique de sud, et probablement une troisième à Madagascar.

Biden veut aussi son sommet africain

L'administration Biden prépare aussi un grand sommet africain qui se tiendra à Washington, dès que la situation sanitaire le permettra. Selon nos sources, ce projet a été suggéré à la nouvelle administration par l'ancien président Barack Obama. Il ambitionne de réunir 100 chefs d'États et de gouvernements africains autour de trois thématiques principales : les droits de l'Homme, le contre-terrorisme et la lutte contre la corruption.
A cet effet, des notices biographiques très précises des principaux chefs d'États africains ont été commandées à des experts indépendants. C'est le cas notamment en France, concernant l'Afrique francophone.

Washington salue les médiations inter-africaines

La nouvelle équipe du département d'Etat américain considère qu'il faut encourager les chefs d'États africains à jouer un plus grand rôle dans la résolution des conflits sur leur contient, sans s'appuyer à chaque fois sur l'Onu ou l'UA. Un modèle est donné en exemple : les initiatives de médiations engagées par le président de la République du Congo, Denis Sassou-Nguesso en Libye et dans la région des Grands Lacs.

EXPANSIONNISME NÉO-OTTOMAN DANS LES BALKANS

Selon la propagande d'Ankara, les Bosniaques seraient des Turcs !

Contrairement à l'histoire officielle, les Bosniaques ne doivent plus être considérés comme des Slaves du Sud, au même titre que les Serbes et les Croates, mais comme des Turcs. C'est ce que proclame le régime de Recep Tayyip Erdogan. Nostalgique de l'Empire ottoman, il entend remettre la main sur les Balkans.

Par **Ian Hamel**
envoyé spécial à Istanbul (Turquie)

BASTIAN/CARO FOTOS/SIPA

Ouvrières dans une usine de textile à Istanbul, dans le quartier de Bayrampasa, peuplé par une majorité d'immigrés originaires de Bosnie.

Dans le quartier populaire de Bayrampasa, situé sur la rive européenne d'Istanbul, il est difficile de manquer l'imposant bâtiment de l'association « culture et solidarité » de Turquie-Bosnie et Sandjak. Le Sandjak étant une petite région partagée entre la Serbie et le Monténégro, depuis les guerres balkaniques de 1912-1913, majoritairement peuplée de Bosniaques.

Le district de Bayrampasa, baptisé « la petite Bosnie », compte près de 300.000 habitants, originaires pour plus de la moitié d'entre eux des Balkans, principalement de Bosnie-Herzégovine. Adran Liçina est d'ailleurs un élu local depuis de nombreuses années. Il est originaire du Monténégro. Tout comme Hilmi Erden, le vice-président de l'association.

« *Les Bosniaques sont arrivés par vagues successives en Turquie. Durant les guerres mondiales, ils ont toujours été les principales victimes des atrocités. Ensuite, durant la période communiste, vers 1950-60, la Yougoslavie a cherché à faire baisser le nombre de musulmans. Elle encourageait le départ des Bosniaques. Puis, bien évidemment, la guerre, à partir de 1992, a fait fuir 40.000 Bosniaques. Ils sont venus en Turquie, qui leur a toujours apporté son aide* », énumère le vice-président de l'association. Celle-ci possède depuis 1999 ce grand ensemble, abritant notamment un restaurant et de grandes salles de réception. Officiellement, cette maison, tout à la gloire de l'amitié entre la Turquie et la Bosnie, aurait été financée par les adhérents et les habitants du quartier.

« *Savez-vous que quatre millions de Bosniaques vivent en Turquie ? Pas seulement à Istanbul. On en retrouve à l'Est du pays. Dans les villages, les Bosniaques conservent leurs langues, leurs traditions et l'apprennent à leurs enfants. Il en va un peu différemment dans les grandes villes* », constate Adran Liçina. En fait, officiellement, il n'y aurait que deux millions de Bosniaques en Turquie. Mais c'est presque autant qu'en Bosnie-Herzégovine (2,2 millions). Le reste de la population se composant de Serbes et de Croates.

Ceci explique l'intérêt du président turc pour ce pays. En 2018, lors de la campagne électorale, Recep Tayyip Erdogan a tenu l'un de ses principaux meeting à l'étranger à Sarajevo. « *Allahu Akbar !* » et « *Sultan Erdogan !* » clamait la foule, tandis que Bakir Izetbegovic, le leader musulman du pays, appelait à voter pour Erdogan, « *un homme que Dieu vous a envoyé !* ». L'AFP, qui assistait au meeting, se déroulant dans la salle Zetra, de la patinoire des JO d'hiver de 1984, évoque les immenses portraits d'Erdogan et d'Atatürk. En 2016, le président turc avait invité au mariage de sa fille Bakir Izetbegovic, dont la formation politique, le Parti d'action démocratique (SDA), fondé par son père, Alija Izetbegovic, en 1990, affiche sa proximité avec le parti de la Justice et du développement (AKP) d'Erdogan.

Faut-il déjà parler de « néo-ottomanisme » ? Pour mémoire, les Balkans, et notamment la Bosnie, ont été sous tutelle ottomane pendant plus de quatre siècles, jusqu'en 1878.

Contrairement à la Libye, Ankara n'a apparemment pas besoin d'intervenir militairement en Bosnie pour que ce pays (l'un des plus pauvres d'Europe) retourne dans son giron. Cette recolonisation passe également par une réécriture de l'histoire de la Bosnie et de l'origine des Bosniaques.

Loin d'être des Slaves du sud, comme leurs voisins serbes et croates, les Bosniaques seraient une tribu turque… C'est du moins ce qu'affirme le docteur Mustafa Kahramanyol, auteur d'un petit ouvrage intitulé « Bosnia and the Bosniaks », généreusement distribué par l'association Turquie-Bosnie et Sandjak. Né justement à Novi Pazar, la plus grande ville du Sandjak serbe, Mustafa kahramanyol a effectué ses études de médecine à Ankara et a servi dans les forces armées turques. Selon lui, non seulement la langue bosniaque serait d'origine turque, mais les Bosniaques auraient embrassé l'islam avant même la colonisation des Balkans par l'Empire ottoman !

L'auteur passe sous silence qu'à partir du Xe siècle, les Bosniaques, comme avant eux les Bulgares et les Serbes, avaient été séduit par le bogomilisme, un mouvement chrétien hétérodoxe fondé par un ancien prêtre orthodoxe bulgare nommé Bogomil. Il existe encore dans les Balkans, et notamment en Bosnie, des pierres tombales attribuées aux Bogomiles. Cette secte, qui rejetait la hiérarchie ecclésiastique, à laquelle elle reprochait d'être corrompue, était considérée comme hérétique par les Églises chrétiennes officielles. Les persécutions que subissaient les Bogomiles auraient, selon certains historiens, favorisé la conversion à l'islam de certains d'entre eux lors de l'arrivée des Ottomans.

Mustafa Kahramanyol ne se contente pas de travestir le passé, il remet violemment en cause l'Occident coupable « *d'occulter les preuves de l'intimité entre les Bosniaques et les Turcs* », et de « *dépeindre leur histoire commune comme un mal* ». Car pour l'auteur, les peuples des Balkans ne se sont pas soulevés pour chasser l'occupant ottoman au XIXe siècle. C'est « *sous l'influence des puissances étrangères que des rebellions ont éclaté dans les territoires ottomans des Balkans* ». De plus, « *l'Église catholique a travaillé sans relâche pour faire abjurer les Bosniaques et pour christianiser leurs enfants* ». Le pamphlet « Bosnia and the Bosniaks » affirme que les Chrétiens ont « *délibérément et systématiquement exterminé d'Espagne, du Portugal, du Sud de la France, de Sicile, de Dalmatie, de Hongrie, de chaque coin des Balkans les peuples extérieurs à l'Église* ».

L'auteur va jusqu'à dénoncer « *les attaques à répétition conduites sur les Bosniaques pendant la guerre de 1992-1995* » par l'Occident. Une contre-vérité particulièrement absurde. L'Union européenne, bien au contraire, a pris fait et cause pour les Bosniaques musulmans contre les Serbes chrétiens, puis, plus tard, pour les Kosovars musulmans contre les Serbes, durant la dernière guerre des Balkans.

L'ouvrage, distribué par une association qui chante la fusion entre les peuples turc et bosniaque, constitue une vraie déclaration de guerre. Elle va dans la ligne de Recep Tayyip Erdogan qui se pose, depuis le sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), qui s'est tenu à Istanbul, en décembre 2017, en défenseur de tous les musulmans opprimés à travers le monde. ●

AP/SIPA

Le président turc Recep Tayyip Erdogan entouré de filles voilées, dans une école coranique, lors de sa visite à Novi Pazar, le 11 octobre 2017

Pour Erdogan, la reconquête des Balkans passe par le Sandjak

Le Sandjak, vaste comme la Corse, composé d'un demi-million d'habitants, ne dispose guère de ressources naturelles. Mais peuplée majoritairement de musulmans, cette petite région constitue un maillon essentiel de la « dorsale verte » qui traverse les Balkans, allant de la Bosnie-Herzégovine au Kosovo et à l'Albanie.

Par **Ian Hamel,**
envoyé spécial à Novi Pazar (Serbie)

Les murs de la grande rue piétonne de Novi Pazar, la principale ville de la région (60.000 âmes), sont tapissés d'affichettes réclamant l'autonomie du Sandjak, victime des guerres balkaniques de 1912-1913. Depuis, ce territoire montagneux s'est retrouvé coupé en deux, partagé entre le Monténégro et la Serbie. Deux pays majoritairement chrétiens orthodoxes, alors que dans les municipalités de Novi Pazar, de Sjenica, de Tutin, de Rozaje, les musulmans dominent.

Bakir Izetbegovic, le leader musulman de Bosnie, a débarqué à Novi Pazar, en 2016, afin d'y implanter son organisation politique, le Parti de l'Action Démocratique (SDA), et de réclamer l'autonomie du Sandjak. Imaginez le scandale si l'Allemagne tente d'installer la CDU en Alsace ! Ou la France implanter la République En Marche en Belgique !

Un an plus tard, en octobre 2017, c'est au tour de Recep Tayyip Erdogan d'être accueilli en héros dans la "capitale" du Sandjak. « *Novi Pazar, ma patrie, ma ville préférée* », proclame le chef d'État turc, alors que la foule en délire hurle « *Sultan Erdogan* » et « *Allahu Akbar* ».

Lors de sa visite, Erdogan promet que la Turquie soutiendra « *toutes les activités de développement économique et social dans le Sandjak* ». A commencer par la construction d'un pont, d'un jardin d'enfants, la distribution de 200 bicyclettes turques et la restauration du hammam, le plus ancien des Balkans, datant de 1591. Quant à la plus ancienne mosquée, au centre-ville, à l'entrée du bazar, elle remonte à 1528. Le minaret, très endommagée, subit actuellement une cure de rajeunissement. Ce sont deux symboles forts de la présence turque pendant plusieurs siècles dans les Balkans.

Et après l'autonomie du Sandjak, quelle sera la prochaine revendication ? Le rattachement à la Bosnie ou même l'indépendance ? Et la création d'un État "croupion", sans ressources, survivant grâce à la manne d'Istanbul et à la générosité des ONG turques déjà très actives ?

La Serbie a tout de même protesté après la venue du leader musulman bosniaque Bakir Izetbegovic au Sandjak. « *La politique des responsables bosniaques vise à déstabiliser la région et à provoquer de nouveaux affrontements avec la Serbie et le peuple serbe* », dénonçait le ministre serbe des Affaires étrangères. En revanche, silence radio de la part de Belgrade, suite à la déclaration d'amour faite par le "sultan" Erdogan à Novi Pazar.

« *En fait, victime de sa mauvaise santé économique, la Serbie est contrainte de se montrer accueillante vis-à-vis des investissements turcs, d'autant que nous sommes boudés par l'Union européenne. Les feuilletons turcs, à la gloire de l'empire ottoman, passent en boucles sur nos chaînes de télévision. Nos boutiques se remplissent de produits turcs, de moyenne qualité mais peu chers. Depuis la dernière guerre des Balkans, les Serbes, lâchés par les Occidentaux, sont de plus en plus complexés vis-à-vis des musulmans* », constate une journaliste de Belgrade qui souhaite conserver l'anonymat. Pour preuve, l'imposante Faculté d'études islamiques, sur la place principale de Novi Pazar, a été construite sans aucune autorisation. En 2017, elle s'est agrandie de 700 m², tout aussi illégalement. Le pouvoir serbe laisse faire, par crainte de voir descendre dans la rue des milliers de personnes.

5000 musulmans ne sont-ils pas descendus dans les rues de Novi Pazar, après les attentats contre *Charlie Hebdo* en janvier 2015, pour appeler au « *respect des sentiments religieux* » ? L'imam Irfan Malic, de la communauté islamique de Serbie, considérait alors que les journalistes de *Charlie Hebdo* « *ont insulté 1,5 milliard de musulmans* », raison pour laquelle « *les musulmans du Sandjak se sentent moralement obligés de sortir aujourd'hui pour dire que chacun d'eux donnerait sa vie pour Mahomet* », rapporte *Le Courrier des Balkans*.

Les habitants de Novi Pazar, qui ne sont pas inscrits à la Faculté d'études islamiques (FIS), peuvent toujours rattraper les cours. Ils sont diffusés, sans coupures, le soir, par la télévision locale ! En devanture de la librairie de l'université, au choix, l'œuvre d'Hassan al-Banna, le fondateur des Frères musulmans, présentée par le prédicateur qatari Youssef al-Qaradhawi, ou encore la vie illustrée d'Alija Izetbegovic, le père de Bakir, président de la Bosnie durant la dernière guerre des Balkans (En 1943, dans sa jeunesse, Alija Izetbegovic avait manifesté quelque sympathie pour la division Handschar de la Waffen-SS, composée de musulmans, et qui sévissait dans les Balkans). Quant à l'ouvrage Islamofobija, sur plus de 600 pages, il raconte dans le détail les « *atrocités infligées aux musulmans par l'Occident impie* ».

Des jeunes du Sandjak sont partis combattre en Syrie et en Irak. Au total, une vingtaine, peut-être une trentaine de djihadistes. Mais le sujet reste tabou et les instances dirigeantes de l'islam de Serbie préfèrent botter en touche, affirmant que les musulmans « *n'ont rien à voir avec le terrorisme* ». Dans la presse locale, le mufti Mevlud Dudic assure que « *le terrorisme, qui est le plus grand mal, ne connaît ni religion ni nation* », déplorant que « *les homicides de gens innocents commis par des chrétiens ne sont jamais qualifiés de terrorisme chrétien* »…

Le Sandjak carrefour de l'islam radical ? Ce n'est pas la première impression laissée au visiteur. On y découvre davantage une région tournant au ralenti, minée par le chômage, désertée par les jeunes, attirés par la Turquie ou par l'Union européenne. Côté monténégrin, un chauffeur de taxi, dont le frère vivait en France, nous a désigné tout le long du chemin, entre Berane et la frontière, en passant par Rozaje, les multiples usines abandonnées depuis l'éclatement de la Yougoslavie. Par ailleurs, chrétiens et musulmans semblent cohabiter sans problème. Certaines municipalités du Sandjak, comme Nova Varos, Priboj, Andrijevica, restent majoritairement orthodoxes.

Malgré tout, certains signes ne trompent pas. Notre "fixeur", un ingénieur des télécoms, parfait anglophone, n'a jamais cessé de louer la Turquie. Selon lui, elle aurait désenclavé le Sandjak en construisant des routes, créé des emplois dans le textile. Suleyman nous a fait visiter le monastère orthodoxe de Durdevi Stupovi, fondé en 1168, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. Surplombant Novi Pazar, il a été incendié à cinq reprises par les Ottomans, durant les guerres qui les opposaient à l'Empire austro-hongrois. Mais pour ce jeune musulman éduqué, qui dit compter de nombreux amis chrétiens, il n'y avait pas l'ombre d'un doute : c'était bien les Serbes qui avaient détruit leur monastère en 1912 ! Afin de faire retomber ensuite la faute sur les musulmans… ●

UN « LENT PÉRIPLE » D'ISTANBUL (TURQUIE) À NOVI PAZAR (SERBIE)

Pour rejoindre le Sandjak, le chemin le plus rapide passait par une liaison aérienne entre Istanbul et Pristina, la capitale du Kosovo. 110 kilomètres et une frontière séparent la capitale du Kosovo de Novi Pazar, la plus grande ville du Sandjak, située en Serbie. Soit un trajet de deux heures environ. Arrivés à Pristina peu après huit heures du matin, nous pensions naïvement arriver à bon port vers la fin de la matinée.

C'était sans compter sur les plaies mal refermées entre Serbes et Kosovars. Après Mitrovica, nous avons été bloqués plus d'une heure par les douaniers serbes. Et après de longues tractations, ils nous ont finalement refusé l'entrée, alors que précédemment, les Kosovars n'avaient pas fait de difficultés pour nous laisser passer. Une seule solution s'offrait alors à nous : revenir en arrière, rejoindre Pec (à une heure et demi par la route), de l'autre côté du Kosovo, puis franchir les montagnes afin d'atteindre le Monténégro.

L'attente est longue, en raison de la circulation, mais les douaniers monténégrins se montrent tout à fait aimables. Nous possédons à présent sur nos passeports deux sorties le même jour du Kosovo… Difficile ensuite de trouver un logement à Rozaje, la première bourgade après la frontière. Il faut pousser jusqu'à Berane (10.000 habitants), pour dénicher un hôtel pour la nuit.

Départ le lendemain matin. La frontière serbe n'est qu'à une cinquantaine de kilomètres de Berane. Mais les douaniers serbes usent de leur distraction favorite : la grève du zèle. Il faudra près de deux heures pour que nos documents soient tamponnés. Nous n'apercevrons finalement Novi Pazar que dans l'après-midi, soit un jour et demi après notre arrivée à l'aéroport de Pristina.

Face à de telles absurdités, faut-il s'étonner si les populations des Balkans se mettent à regretter le temps de la dictature communiste de Tito ?

GENT ONUZI/AP/SIPA

Prière de l'Eid sur l'esplanade de la mosquée Kokonozi à Tirana, le 24 mai 2020.

EXPANSIONNISME NÉO-OTTOMAN DANS LES BALKANS

L'Albanie, terre de mission d'Erdogan

Choyée durant les cinq siècles de l'occupation ottomane, l'Albanie, contrairement à ses voisins, ne s'est guère révoltée au début du XXe siècle pour acquérir son indépendance. Résultat, aujourd'hui encore, les Turcs se sentent chez eux à Tirana. Et alors que la population, majoritairement musulmane, reste peu pratiquante, elle hérite de la part d'Ankara de la plus grande mosquée des Balkans.

Par **Ian Hamel,**
envoyé spécial à Tirana (Albanie)

Un conseil avant de découvrir l'Albanie : ne pas se contenter des ouvrages et des interviewes d'Ismaïl Kadaré, le plus prestigieux écrivain du pays. D'abord, il vit en France depuis 1990. Ensuite, il est né à Gjirokastra, près de la frontière avec la Grèce. Quoique laïc, il vient d'une famille orthodoxe. Dans *Temps barbares. De l'Albanie au Kosovo*, il déclare que « *L'Est est un malheur, une calamité. Depuis toujours, la culture albanaise, l'aspiration albanaise tend à rompre ses liens avec l'Est* ». Pour Ismaël Kadaré l'avenir de l'Albanie vient de l'ouest. Il ne serait possible qu'en rejoignant l'Union européenne. Quant à la personnalité albanaise la plus connue au monde, c'est incontestablement Anjezë Gonxhe Bojaxhiu, plus connue sous le nom de mère Teresa, prix Nobel de la paix, disparue en 1997, et canonisée par l'Église catholique. Petite précision tout de même, elle n'est pas née en Albanie, mais dans une famille albanaise à Skopje, en Macédoine du Nord. Elle est chrétienne. Or, les catholiques et les orthodoxes ne représentent que 10 % de la population albanaise.

Une étude du site Religioscope, intitulée « Christianisme et identité albanaise », rappelle que l'érection d'une statue de mère Teresa à Shkodra, la grande ville du nord de l'Albanie, « *a suscité une forte polémique avec les institutions islamiques locales au début 2006. Une pétition a circulé parmi les fidèles, et le mufti de la ville, Haxhi Bashkim Bajraktar, a dénoncé une opération de prosélytisme* »[1]. Alors qu'il ne s'agissait nullement d'honorer une sainte chrétienne, mais plutôt une Albanaise célèbre.

Ces deux géants, Mère Teresa et Ismaël Kadaré, font ainsi oublier à certains observateurs extérieurs que la majorité des Albanais sont musulmans. Principalement sunnites, avec une minorité que l'on peut rattacher au chiisme, les bektashis. Il s'agit à l'origine d'une confrérie musulmane mystique fondée au XIIe siècle en Turquie et dont le siège mondial se trouve justement à Tirana, la capitale.

Pendant les cinq siècles de l'occupation ottomane, les Albanais ont souvent occupé des positions importantes dans l'administration et l'armée. Les souverains égyptiens, notamment, étaient d'origine albanaise. Résultat, la population ne garde pas un trop mauvais souvenir de la présence ottomane.

400 ENTREPRISES TURQUES EN ALBANIE

Est-ce d'abord par « impériale nostalgie », comme l'écrit - avec un point d'interrogation - une étude du ministère français de la Défense, que la Turquie s'est précipitée à la rescousse du « pays des aigles », dès la chute du communisme au début des années 90 ? Ankara avait au moins deux bonnes raisons d'intervenir. En premier lieu, en sortant de presque un demi-siècle de dictature communiste, il n'y avait tout simplement pas en Albanie de "capitalistes" locaux susceptibles d'investir. Ensuite, il s'agissait de couper l'herbe sous les pieds du voisin grec, l'ennemi historique de la Turquie. D'autant que l'Albanie compte une forte minorité grecque dans le sud. Ainsi, des investisseurs turcs dans les banques, les télécommunications, les routes, les centrales hydroélectriques, les hôpitaux, les écoles et des donateurs, via l'agence turque de coordination et de développement (TIKA), ainsi que des fondations d'aide humanitaire, toutes proches de l'AKP, le parti au pouvoir en Turquie, ont-ils investi ensemble et massivement dans ce petit territoire sans grandes ressources naturelles.

Aux côtés des 400 entreprises turques établies en Albanie, TIKA restaure le patrimoine culturel et religieux, donne des cours de langue. Les fondations ouvrent des médersas. « *Des écoles secondaires turques telles que Turgut Özal, Mehmet Akif ou des universités comme Epoka et Bedr jouent un rôle important, non seulement dans la formation des jeunes diplômés, mais également dans la pénétration d'une certaine influence religieuse au sein de la population* », constate *Le Courrier des Balkans*, dans un reportage intitulé, « Relations régionales : l'Albanie, meilleur ami de la Turquie dans les Balkans »[2]. Comme les systèmes d'éducation se sont effondrés depuis la chute du communisme, les écoles turques sont considérées comme les meilleures. Elles sont fréquentées par les rejetons de la bourgeoisie et de la classe politique. Et pour être embauché prioritairement dans les entreprises turques, le passage dans leurs écoles devient un sésame.

400 entreprises turques sont établies en Albanie dans les secteurs des banques, des télécoms, du BTP, des centrales hydroliques, des hôpitaux et des écoles...

LA DROGUE, POUR UN TIERS DU PIB

A quelques pas du Parlement et de la place Skanderberg, à Tirana, s'élèvera bientôt la plus grande mosquée des Balkans, avec ses quatre minarets. Elle pourra accueillir 4500 à 5000 fidèles. Le président Erdogan, qui se considère comme le protecteur des communautés musulmanes des Balkans, est venu en personne en 2015 poser les fondations de ce centre islamique, qui comprendra également une bibliothèque, des salles d'études pour l'apprentissage du Coran et des salles d'expositions. Alors que l'Albanie ne compte que 2,8 millions d'habitants, le maître d'Ankara aime rappeler que la Turquie compte un million de citoyens d'origine albanaise, fort bien intégrés.

Quand un séisme a frappé le grand port de Durrës en novembre 2019, des secours sont arrivés d'un peu partout : de Grèce, d'Italie, de France, de Serbie, de Turquie. Mais interrogez aujourd'hui la population, elle n'a de reconnaissance que pour le grand frère turc. Toutefois, *Le Monde diplomatique*, dans son numéro de septembre 2020, souligne que si de nombreux immeubles se sont effondrés sur le front de mer, c'est qu'ils étaient construits sur du sable ou des terrains marécageux. Heureusement, la plupart des bâtiments étaient vides, « *car il s'agissait de simples opérations de blanchiment d'argent* », écrit le mensuel[3].

Dans un pays où le trafic de drogue compte pour plus du tiers du PIB, les blanchisseurs finissent par manquer d'imagination. Même dans les petites villes, il n'est pas rare de trouver, souvent bâtis côte à côte, une bonne dizaine de palaces, pour la plupart déserts, qui bradent la nuit à… vingt euros! A la culture locale intensive du cannabis s'ajoute le commerce de l'héroïne, planté en Afghanistan, transformé en Turquie, et qui transite par l'Albanie, avant de rejoindre l'Europe de l'ouest, via l'Italie.

Un ancien militaire de carrière, écarté de l'armée albanaise, raconte sur le site de *Mediapart* que « *la police protège les trafiquants et la drogue est exportée à l'étranger depuis les bases aériennes et navales de l'armée* ». De petits avions feraient la navette entre l'Albanie et le sud de l'Italie. La base militaire de Porto Palermo, distante seulement d'une quarantaine de milles nautiques des côtes de Pouilles, serait « *devenue l'un des centres de l'exportation* »[4]. Nous avons constaté, en prenant un ferry à Durrës pour rejoindre Bari, en Italie, qu'il n'y avait pratiquement aucun contrôle. Devant nous, deux passagers, portant d'énormes ballots, sont montés à bord sans même être questionnés, et encore moins fouillés.

L'année dernière, le socialiste Edi Rama, Premier ministre albanais depuis 2013, avait demandé aux Européens de ne pas « *laisser saigner* » son pays en lui refusant l'entrée dans l'Union européenne. Il a été partiellement entendu, puisque Tirana a reçu le 24 mars 2020 le feu vert de Bruxelles pour l'ouverture des négociations d'adhésion. Pour accélérer les pourparlers, ce grand ami de Recep Tayyip Erdogan devrait continuer à se livrer au même chantage que celui qu'il exerce depuis des années. A savoir : si vous ne voulez pas de l'Albanie dans l'Union européenne, eh bien, nous serons forcés de nous tourner vers la Turquie ! ●

(1) « Christianisme et identité albanaise », Religioscope, mai 2007.
(2) « Relations régionales : l'Albanie, meilleur ami de la Turquie dans les Balkans », Le Courrier des Balkans, 15 octobre 2018.
(3) « L'Albanie, « bon élève » à la dérive », Le Monde diplomatique, septembre 2020
(4) « Albanie : pouvoir, police et armée sont gangrénés par le trafic de drogue », Mediapart, 16 novembre 2017.

« GRANDE ALBANIE » : UNE RECOLONISATION TURQUE EN DOUCEUR

La plus grande mosquée des Balkans, financée par la Turquie (40 millions d'euros), n'est pas à Sarajevo mais à Tirana, la capitale de l'Albanie. Quant à la compagnie Air Albania, elle appartient à Turkish Airlines. Alors que les capitaux européens, trente ans après la chute de la dictature, hésitent toujours à investir dans cette petite République gangrénée par le crime organisé, de son côté, le président Recep Tayyip Erdogan encourage fortement les entreprises turques à s'intéresser à tous les secteurs de l'économie du Pays des aigles (les banques, avec Kentbank, les télécommunications, avec Türk Telekom, les mines, les routes, les hôpitaux, les écoles et les universités). Ce qui s'apparente à une "recolonisation" en douceur.

Au moment de la chute du communisme en 1991, l'Albanie, qui vivait depuis la Seconde guerre mondiale en autarcie, ne pouvait pas s'appuyer sur des capitaux locaux pour se relever (la bourgeoisie ayant été décapitée par le dictateur Enver Hodja). Elle craint d'être avalée économiquement par ses proches voisins, grec et italien, beaucoup plus riches et beaucoup plus puissants. Les Turcs arrivent aussitôt à la rescousse de Tirana en inondant le pays de produits bon marchés (agroalimentaire, textile).

Mais c'est surtout depuis la prise de pouvoir par l'AKP en 2010 qu'Ankara investit massivement dans tous les secteurs en Albanie. Tandis que les fondations turques (notamment la Fondation d'aide humanitaire, *Insan Hak ve Hürriyetleri*) multiplient les écoles coraniques, investissent dans la rénovation des mosquées, diffusent la langue et la culture turques. La grande mosquée de Tirana, à proximité du Parlement, s'étend sur 10.000 m². Elle peut accueillir 5.000 fidèles. Elle est dotée de quatre minarets de cinquante mètres de hauteur.

Au total, 400 entreprises turques sont implantées en Albanie. Quant à l'armée turque, elle prend en charge la formation des officiers albanais. Et la Turquie a soutenu l'entrée de l'Albanie dans l'OTAN en avril 2009.

Edi Rama, Premier ministre albanais depuis 2013, joue le « ticket turc », tout en réclamant l'entrée de son pays dans l'Union européenne. En octobre 2019, Emmanuel Macron s'est fermement opposé à l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne avec l'Albanie et la Macédoine du Nord (afin d'éviter d'offrir des arguments à Marine Le Pen, farouche opposante à tout élargissement). Mais ce refus permet surtout à Edi Rama de prévenir que l'Albanie se verrait forcée de se tourner vers d'autres acteurs économiques (en l'occurrence la Turquie) si l'UE lui fermait les portes…

Un rapport du ministère français de la Défense se penche sur le « néo-ottomanisme », et dénonce une « *dangereuse prétention à une nouvelle hégémonie* » de la part de la Turquie sur les Balkans. Il pose la question : « *Ce nouvel engagement turc est-il complémentaire à l'objectif d'intégration européenne, théoriquement partagé par tous les pays des Balkans qui ne sont pas encore membre de l'UE ?* »

La Turquie est aussi le principal investisseur au Kosovo, petit pays de 10.000 km² et de deux millions d'habitants, encore davantage privé de ressources naturelles que l'Albanie. Parmi les sociétés implantées au Kosovo, *Enka Holding, Limak Holding, Türk Telecom, Demir Export, Aksoy Group, Newco Balkan Holding*. S'il existe également au Kosovo une petite minorité catholique, celle-ci est marginalisée depuis la guerre contre la Serbie. Les raisons ? Très peu de chrétiens se sont engagés dans les rangs de l'UCK, dont tous les dirigeants étaient musulmans.

Ankara encourage la création d'une « Grande Albanie », avec la suppression l'année dernière des barrières tarifaires entre les deux pays et la libre circulation des personnes et des biens entre l'Albanie et le Kosovo.

A l'horizon 2025, les deux Etats coordonneront leurs politiques étrangères et iront vers une représentation diplomatique commune. L'objectif étant de mettre la communauté internationale devant le fait accompli. Car, seule la Serbie proteste contre cette fusion. Qui peut assurer qu'ensuite une « Grande Albanie » ne revendiquera pas des territoires en Macédoine du nord et au Monténégro, et même en Grèce, qui sont également peuplés d'Albanais ?

VISAR KRYEZIU/AP/SIPA

Manifestation de femmes kosovares devant la grande mosquée de Pristina, le 8 mars 2021, pour protester contre les violences conjugales.

EXPERTISES

Pourquoi Erdogan rêve-t-il d'un nouvel empire ottoman ?

Par
Malika Madi
Romancière et essayiste Belge, dernier ouvrage paru « Maternité et Littérature, création et procréation », Éditions du Cygne, Paris, 2017

S'il y a bien une réalité sur laquelle les plus grands spécialistes de la géopolitique mondiale sont d'accord aujourd'hui, c'est le dessein avoué et affirmé du néo ottoman, Recep Tayyip Erdogan, de redonner à la Turquie l'éclat et la superbe qu'elle a connu à une époque récente de son Histoire.

Pour comprendre la dynamique de cette ambition, il faut remonter au 10 août 1920 où, à la suite de la Première Guerre mondiale, est signé le traité de Sèvres entre les Alliés victorieux et l'empire Ottoman. Ce traité, signé, mais jamais ratifié ni appliqué par le dirigeant de l'époque, le sultan Mehmed VI, prévoyait, entre autres, le renoncement officiel et définitif de la part de l'empire à ses provinces arabes et africaines. Le traité prévoyait également d'imposer de sévères reculs territoriaux au sein même de l'Anatolie, le rétrécissement de l'Empire ottoman, qui ne garde en Europe qu'Istanbul et en Asie la partie occidentale de l'Anatolie.

Ce traité, conclut à Sèvres, prévoyait un territoire autonome pour les Kurdes englobant le sud-est de l'Anatolie et, selon certains articles du traité, les régions de Van, Bitlis, Trébizonde et Erzurum (disparues en 1923 à la suite de la chute de l'empire), devaient être intégrés à la République indépendante d'Arménie.

Le traité de Sèvres, qui était une véritable humiliation pour la Turquie, est remplacé en 1923 par celui de Lausanne. À la suite des succès nationalistes de Mustapha Kemal et de l'abolition du sultanat de Constantinople, les puissances alliées acceptèrent une révision des accords de paix de 1920. Le traité de Lausanne, signé le 24 juillet 1923, reconnaissait les frontières de la Turquie moderne qui renonçait à ses anciennes provinces arabes et concédait l'île de Chypre aux Britannique et les îles du Dodécanèse aux Italiens.

Pour Erdogan, il est impératif de réparer les erreurs historiques de Mustapha Kemal en récupérant les territoires perdus et c'est là aujourd'hui son projet absolu.

« *L'Arménie doit voir qu'elle n'obtiendra aucun résultat avec les encouragements des impérialistes occidentaux* », a asséné Erdogan, lors d'un discours, le 10 décembre dernier, à Bakou, aux côtés de son ami, Ilham Aliyev, président de l'Azerbaïdjan, dans le cadre des célébrations de leur victoire dans le récent conflit au Haut-Karabakh.

Le haut Karabakh est un territoire totalement enclavé dans une zone azérie turcophone. Les Arméniens y sont depuis le 1er siècle avant Jésus-Christ. Comme ces frontières ne touchent pas l'Arménie, le Haut-Karabakh a connu toutes sortes de difficultés depuis longtemps, car il est (tout comme l'Arménie d'ailleurs) au cœur des enjeux de grandes puissances voisines : la Perse, l'empire Ottoman et l'Empire Russe. Dans ce carrefour, le peuple arménien a connu beaucoup de déboires.

Le Haut-Karabakh fut d'abord indépendant, notamment à l'arrivée des Soviets en 1920, puis les Azéries s'en sont saisi en 1921. Et le 5 juin 1921, le bureau caucasien du Comité central du parti bolchévique, alors présidé par Staline, attribue le Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan.

Les Arméniens du Haut-Karabakh, qui sont majoritaires à 90 % contre 10 % d'Azéries, se sont bien évidemment soulevés à plusieurs reprises.

En 1988 avec la perestroïka ont lieu des révoltes anti-Arméniennes à Bakou. Et aussi des pogroms. Ceux de Soumgaït (Azerbaïdjan) ont provoqué une première fuite dans le Nakhitchevan, territoire à 50/50 entre les Arméniens et les Azéries. Puis, le Haut-Karabakh a déclaré son indépendance, en 1991. Et cela a déclenché une première guerre.

Les Arméniens du Haut-Karabakh ont gagné cette guerre et ont acquis des territoires azéris qu'ils ont continué à occuper depuis. Pour rendre ces territoires, ils voulaient, en contre-partie conclure un accord avec les Azéries, afin d'obtenir l'indépendance. Ce que l'Azerbaïdjan n'a jamais accepté.

L'automne dernier, lors de la deuxieme guerre du Haut Karabakh, La Turquie a fermement soutenu l'Azerbaïdjan dans ses attaques meurtrières contre les populations arméniennes dans cette enclave montagneuse du Caucase, disputée depuis des décennies. L'Azerbaïdjan n'aurait, sans doute, pas été capable d'obtenir un succès militaire au Haut Karabakh sans le soutien politique et militaire de la Turquie.

On peut se demander pourquoi cette petite région montagneuse, sans ressources naturelles et totalement enclavée, a pu déclencher de telles passions et être le théâtre de conflits sanglants, qui ont eu pour conséquence au moins 20.000 morts depuis 1920 et près d'un million de déplacés ?

AP/SIPA

Mise en scène ottomanesque, lors d'un discours d'Erdogan à Ankara, le 9 février 2021.

Pour la Turquie, au-delà des liens culturels et linguistiques avec l'Azerbaïdjan, il s'agit de garder sur ce pays un ascendant qui lui permettra d'étendre son influence vers la mer noire et la mer caspienne.

Ainsi, c'est depuis Bakou qu'Erdogan a prévenu les dirigeants arméniens qu'il « *soutiendra la reconquête de nombreux territoires par l'Azerbaïdjan* ». Il n'échappe, donc, à personne qu'il met en place une politique expansionniste dans le cadre de laquelle toutes les stratégies sont bonnes et toutes les outrances permises.

Par ailleurs, le maître d'Ankara se permet de traiter la France de raciste et d'islamophobe, à l'heure où le débat sur la loi contre le séparatisme bat son plein. C'est une manière pour lui d'installer dans les esprit des musulmans de France une ligne de fracture entre le « nous » et le « eux ». Son but ? Semer le doute dans l'esprit collectif et pousser les citoyens musulmans français vers une identité religieuse qui serait (prétendument) bafouée et qui devrait primer sur toutes les autres.

Outre ces visées communautaires, l'hostilité viscérale d'Erdogan envers la France montre qu'il n'a jamais pardonné à Paris son hostilité à l'entrée de la Truquie dans l'Union Européenne.

Pourtant, le néo Sultan s'est definitivement détourné du rêve européen, pour jeter son dévolu sur l'Afrique. En l'espace de quelques années, la Turquie est passée de huit représentations diplomatiques à quarante-trois sur le continent africain. Et l'armée turque, deuxième puissance de l'OTAN après les États-Unis, a installé des bases militaires en Somalie et au Soudan et a considérablement renforcé sa présence au Sahel, grâce à l'accord de coopération militaire qu'elle a signé, l'été dernier, avec le Niger.

Ainsi, Erdogan rêve d'assoire son leadership sur le continent africain, pour en faire une nouvelle puissance qui serait incontournable dans la géopolitique mondiale. ●

Erdogan le génocidaire : le nouveau massacre des arméniens au Haut Karabakh

Par
Martine Gozlan
Journaliste et essayiste, rédactrice en chef à l'hebdomadaire Marianne, spécialiste de l'islamisme et du Moyen-Orient.

Qu'est-ce qu'un fanatique, disait Churchill : une personne qui ne veut jamais changer d'avis ni changer de sujet. » Les massacres qui se sont récemment déroulés dans le Caucase nous renvoient à ce fanatisme vieux de plus d'un siècle : le génocide des Arméniens en 1915. C'est avec ce passé atroce que renoue Recep Tayyip Erdogan, le tyran islamiste, en appuyant les Azéris - avec force miliciens djihadistes - dans les combats du Haut-Karabakh, une région peuplée à 90% d'Arméniens. La moitié de la population est déplacée, fugitive, errante. Comme voici 105 ans, elle va d'un coin d'enfer au suivant.

Cette figure de l'Arménien errant et voué au massacre, ce fut le thème d'un écrivain juif autrichien visionnaire, Franz Werfel. Dans un livre prémonitoire - « Les 40 jours du Mousa Dagh » - publié en 1933, l'année de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, Werfel lit en transparence à travers le génocide arménien ce qui attendait les juifs. Il décrit l'épopée d'une poignée de villageois qui fuient la déportation en gagnant la montagne : le « Musa Dagh », ce Mont Moïse situé au nord-ouest de la Syrie.

L'empire ottoman s'écroulait. Dans le sillage de cet effondrement et la puanteur des propagandes, le régime invente la fable de l'ennemi intérieur. Il programme la liquidation de tout un peuple. Ce fut le premier génocide du XXème siècle : un million et demi de morts. Fusillés, pendus, poignardés ou agonisant de soif et de faim dans le désert vers lequel ils étaient contraints de marcher. « *Comment Franz Werfel connaissait-il le mécanisme et le vocabulaire de l'holocauste avant l'holocauste ?* » s'interrogeait Elie Wiesel, en découvrant le livre à son retour d'Auschwitz. Dans les 900 pages de ce récit magistral (Livre de poche), on redécouvre en effet l'immense solitude d'un peuple abandonné de tous en dépit des protestations formelles des protecteurs habituels des Arméniens. N'est-ce pas le cas aujourd'hui encore ? En septembre 1905, cependant, la marine française finit par accoster au pied du Musa Dagh et par évacuer les survivants.

Il existe des images de ce sauvetage. On songe, en les regardant sur Internet, à l'hypocrisie européenne actuelle qui n'ose affirmer sa défense des chrétiens : les Arméniens massacrés au Haut-Karabakh comme hier les Coptes en Egypte, les « Nazaréens » de Mossoul et autres terres irakiennes du calvaire des populations vouées au couteau des djihadistes. Ces mêmes égorgeurs qui reprennent du service dans le Caucase, enrôlés par Erdogan. L'un des héros de Franz Werfel et du Musa Dagh est abattu par une balle turque, en serrant une croix sur son cœur. Alors, en 2020, une croix de plus sur les Arméniens ?

Leur supplice recommencé préfigure ce qui nous attend, comme Werfel l'avait pressenti en 1933 pour son époque, si, à l'égard d'Erdogan, persistent les semi-reproches, l'entière lâcheté, et l'absence de vision réelle du danger.

ARMENIAN GENOCIDE-MUSEUM

Un charnier de victimes du génocide arménien de 1915, dans le village turc de Sheyxalan.

Malgré les preuves qui s'accumulent. Car enfin, le dictateur a embastillé l'intégralité des journalistes soupçonnés d'émettre la moindre critique. Il se trouve pourtant encore sur la scène médiatique occidentale des idiot(e)s utiles pour excuser sa légèreté !

Ce va-t-en guerre affronte en Méditerranée un pays membre de l'Otan, la Grèce, et multiplie menaces et insultes vis à vis du président d'un autre pays membre, la France. Ses imprécations contre Emmanuel Macron relèvent en effet directement du vocabulaire d'un prêcheur islamiste. Et pourtant Erdogan est toujours membre de l'OTAN !

Ce Frère musulman arrache à la basilique Sainte-Sophie le statut de musée dont la dota Ataturk en 1934 pour apaiser les deux âmes, la chrétienne et la musulmane, qui fondaient une nation réconciliée.

La première prière est psalmodiée par le tyran et sa cour, entre les mosaïques chrétiennes ancestrales que l'on a pris soin de recouvrir pour ne pas heurter les convictions ombrageuses des croyants. Une autre église vient d'être transformée à son tour en mosquée et l'agenda complet des futures conversions d'édifices est examiné au Palais blanc d'Ankara, la résidence néo-stalinienne d'Erdogan.

Ce dangereux « Islam pour tous », et bien sûr pour ceux qui n'en sont pas, annonçait aussi l'intervention dans le Caucase. Et pourtant on n'a rien vu venir ! On s'est contenté de confesser sa désolation inutile sans oser appeler par son nom et son histoire l'idéologie qui anime le liquidateur des Kurdes, le massacreur des Arméniens, le négationniste du génocide, le parrain et le financier des djihadistes.

Erdogan, vrai danger intérieur pour nos démocraties, avec la puissance de ses lobbies, est la tête de pont de l'islamo-fascisme. ●

Atatürk, le complexe mortel d'Erdogan

Par
Hamid Zanaz
Ecrivain et essayiste, dernier ouvrage paru « L'Europe face à l'invasion islamique » (Editions de Paris, 2019) .

Recep Tayyip Erdogan, le président Turc, n'arrive toujours pas à digérer comment le laïc Mustafa Kemal Ataturk, annihilateur du califat en 1924, est toujours une icône pour la majorité des Turcs. Contrairement aux apparences, Erdogan vit très mal ce respect presque sacré dont jouit Atatürk, toujours considéré comme le père de la nation turque, 82 ans après sa disparition.

Erdogan se trouve modeste par rapport à Atatürk, immortalisé par le préambule de la Constitution turque comme « leader éternel » et présenté dans les livres d'Histoire comme un héros militaire qui a laissé des empreintes indélébiles. Ses photos, ses statues, le souvenir de sa naissance et de sa mort gênent énormément Erdogan, lui provoquant ainsi un sentiment d'infériorité.

Un Sultan sous l'habit d'un président, obsédé par le fantôme d'Atatürk qui le hante partout, rêve de le noyer dans l'oubli, de crainte d'être chassé du pouvoir par les forces laïques en Turquie. Erdogan use de toutes les ruses, non seulement pour minimiser la présence de son rival dans les cœurs des hommes et des femmes, mais aussi pour le surpasser. Ainsi, si Atatürk était le père des Turcs, comme l'indique son surnom en langue turque, Erdogan, avec son projet fou de relancer le califat, veut être le père de tous les musulmans.

On a beaucoup commenté la conversion de la basilique Sainte-Sophie, de musée en mosquée, par Erdogan, mais les commentateurs ont négligé une dimension clé de la question, en l'occurrence le complexe chronique d'Erdogan envers Mustafa Kemal Atatürk. Car sa principale obsession est de limiter, autant que possible, la présence symbolique d'Atatürk dans l'État turc moderne.

En s'attaquant à la basilique Sainte-Sophie, Erdogan s'attaquait en réalité à celui qui, par décret, a laïcisé l'édifice religieux et en a fait cadeau à l'humanité, le transformant en Musée national, en 1934. Erdogan a ainsi obtenu sa revanche : en annulant le décret républicain, il a remis les pendules à l'heure ottomane. Sainte-Sophie a fait un gigantesque saut en arrière, pour redevenir une mosquée, comme elle le fut à partir de 1553, date de l'occupation de Constantinople.

Cette conversion de l'ancienne église en mosquée était une attaque fortement symbolique contre l'héritage d'Atatürk. Erdogan suit désormais les traces de Mehmet II le Conquérant (1432-1481) et non pas celles d'Atatürk (1881-1938). Il n'avance plus vers l'État moderne, mais revient, petit à petit, vers le califat.

Erdogan a chargé le chef des affaires religieuses en Turquie (Diyanet), de lancer des flèches indirectes à l'encontre d'Atatürk, lors du premier sermon de prière du vendredi à Sainte-Sophie. Le jour de l'inauguration de la basilique redevenue mosquée, ce dernier encensait le sultan Mehmet II, affirmant que quiconque touchait au statut de la mosquée serait « brûlé » et « maudit ».

Les médias officiels, inféodés à Erdogan, occultent certaines dates importantes dans la vie d'Atatürk. Ils évitent désormais d'évoquer le nom d'« Atatürk », qui signifie « père des Turcs » en langue locale, et ne mentionnent plus que son nom d'origine : Mustafa Kemal, dans une vaine tentative visant à obscurcir son rôle pionnier dans la construction de la République turque moderne.

Même le jour où il a visité le mausolée d'Atatürk, pour se recueillir sur sa tombe, au lendemain de sa victoire lors dernières élections présidentielles, Erdogan n'a pas eu la noblesse de respecter ce lieu sur lequel il était venu se recueillir, n'hésitant pas à critiquer la politique d'Atatürk, basée sur la laïcité et le républicanisme, qu'il tient pour responsable de tous les échecs de la Turquie actuelle, en affirmant que : « *Le système qui a coûté si cher au pays, en raison du chaos politique, social et économique qu'il a suscité par le passé, est derrière nous* ».

Erdogan sait que les islamistes de toutes nationalités n'ont jamais pardonné à Atatürk d'avoir établi un État-Nation, moderne et laïque, sur les ruines du califat et de l'Empire ottoman, si chers à leurs cœurs. Raison pour laquelle il tente de convaincre ses partisans dans tout le monde islamique qu'il œuvre pour le dépassement de l'État national et républicain et le rétablissement de l'empire et du califat : « *Après 95 ans d'existence de la république*, déclarait-il en 2018, *une Turquie forte naîtra et sera d'ici 2023 l'une des dix premières puissances mondiales* ».

En réalité, Erdogan est obsédé par l'année 2023 pour une toute autre raison : c'est l'année du centenaire de la république turque fondée par Atatürk. Une année qui sera cauchemardesque pour lui, car elle risque de raviver l'héritage laïque et moderniste du kémalisme et rendre plus difficile encore son remplacement par un terne Erdoganisme islamiste. ●

MARY EVANS/SIPA

Atatürk (au centre) lors d'une réunion de la Grande assemblée nationale de Turquie, en avril 1920.

Pakistan et Turquie : Quand des gouvernements deviennent les parrains de la menace terroriste !

Par
Roland Jacquard
Écrivain et consultant, président du Roland Jacquard Global Security Consulting *(RJGSC).*

Une kyrielle de drapeaux français et d'effigies du président Macron ont été brûlés dans tout le Pakistan ces derniers mois, alors que le gouvernement du Premier ministre Imran Khan encourageait les partis politiques, les groupes islamiques radicaux, les avocats et les associations d'étudiants à descendre dans la rue par milliers, pour dénoncer l'« islamophobie » perçue en France.

De nombreuses manifestations ont eu lieu à Lahore, Karachi, Islamabad et dans d'autres villes menées par des groupes islamiques comme le *Tehreek-e-Labbaik Pakistan*, la *Jamaat e-Islami*, etc. En outre, une campagne mise en place sur les médias sociaux, visant à boycotter les produits français, a également été lancée dans le pays, avec une large diffusion de hashtags comme : #MacronSaySorryToMuslims (#MacronDesExcusesAuxMusulmans), #FranceShameOnyou (#HonteALaFrance), sans oublier, bien sûr, le #BoycottFrance.

Au fil des ans, le Pakistan a évolué d'un allié de l'Occident en Asie du Sud à un pays qui glisse à grande vitesse vers l'abîme de la radicalisation islamique, où les mollahs contrôlent le récit populaire. Des décennies d'une politique constante de l'armée pakistanaise, visant à soutenir les groupes radicaux, ont considérablement renforcé leur crédibilité, une grande majorité de la population étant à présent influencée par eux.

En conséquence, alors que la France était sous le choc de la décapitation de Samuel Paty, au Pakistan, au contraire, beaucoup ont salué ce terrible crime et les médias sociaux ont félicité le « *frère tchétchène* » qui a « *vengé l'insulte faite au prophète Mahomet* ». Dans un article paru dans un journal ourdou local, un membre du *Jaish-e-Muhammad*, classifié comme groupe terroriste par l'ONU, a approuvé le meurtre, le qualifiant d'« *aboutissement logique de l'acte de blasphème de Paty* » !

Le Premier ministre pakistanais, en dépis de la réputation de son pays comme un refuge de groupes terroristes, a publié une déclaration dans laquelle il a sermonné, sans retenue, le président Emmanuel Macron sur les moyens de refuser l'espace public aux extrémistes. Il a également lancé un appel au monde islamique pour qu'il s'unisse contre l'Occident, afin de « *l'éduquer sur les voies de l'Islam* » ! Chez lui, il a encouragé la vaste population composée d'éléments radicalisés du pays à appeler au djihad contre la France. Et en effet, le leader du *Tehreek-e-Labbaik Pakistan*, Khadim Hussein Rizvi - dont les discours ont incité un ressortissant pakistanais à perpétrer un attentat au couteau à Paris, devant l'acien siège de *Charlie Hebdo*, le 25 septembre 2020 - a appelé, lors d'une grande réunion publique le 23 octobre, à l'utilisation de bombes nucléaires contre la France !

BURHAN OZBILICI/AP/SIPA

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et le premier ministre pakistanais, Imran Khan, lors d'une conférence de presse à Ankara, le 4 janvier 2019.

Dans un pays où l'indignation provoquée par des sentiments religieux devient un motif suffisant pour assassiner, la carte de l'« Islam menacé » est utilisée par le gouvernement et ses représentants pour attiser le resentiment populaire contre les « kâfirs » ou les non-croyants. Dans un pays où la loi sur le blasphème est utilisée comme une arme pour cibler les minorités religieuses et où de nombreux « blasphémateurs » sont tués par des foules déchaînées, avant même que les tribunaux puissent statuer sur leur cas, ces « gardiens » de l'Islam ne seront que trop heureux de cibler des blasphémateurs à l'étranger.

De son côté, la Turquie, tout comme le Pakistan, se rêve en porte-flambeau des musulmans du monde entier. Ainsi, Ankara et Islamabad déclenchent à l'encontre du monde libre une dangereuse tendance à attaquer les libertés religieuses et les libertés d'opinion et d'expression.

En outre, les discours outrancier de Recep Tayyip Erdogan et d'Imran Khan attisent les sentiments de haine contre la France et encouragent des groupes islamiques extrémistes et des individus isolés radicalisés à entreprendre des attaques terroristes. Et il est crucial qu'en ces temps éprouvants, l'Europe puisse unir ses forces, pour définir les actions à entreprendre afin de contrecarrer ces parrains du fanatisme. ●

Biden parviendra-t-il à stopper l'expansionnisme néo-ottoman d'Erdogan ?

Par
Christian Malard
Expert en politique internationale et consultant diplomatique.

L'ottomanesque Recep Tayyip Erdogan essaie de retisser la fibre nationaliste, par la provocation extérieure, parce qu'il est affaibli, à l'intérieur, par une économie moribonde et une impopularité croissante. C'est un jeu dangereux parce qu'il veut se projeter, au-delà de ses frontières, et cherche, à nouveau, à régler ses comptes avec ses ennemis historiques arméniens, dont la Turquie est responsable du génocide de 1915. Ce que Erdogan nie. Et c'est une honte.

Erdogan défie, par ailleurs, l'Europe, les États-Unis et l'OTAN dont il est membre. Et surtout la Russie, sur trois fronts : en Syrie, où il aide militairement des rebelles islamistes hostiles à Bachar El Assad soutenu par le Kremlin ; en Libye, où il soutient le camp opposé à Vladimir Poutine ; et dans le Caucase, au cœur de la sphère d'influence du président Russe.

De son côté, l'OTAN affiche une insigne faiblesse, en refusant de le sanctionner. Sans doute de peur de laisser partir la 2ème armée la plus puissante, après celle des États-Unis, au sein de l'Alliance atlantique.

Les diplomates, en poste dans la région, affirment, pour la plupart, qu'Erdogan ouvre de nouveaux fronts, pour faire diversion, car son curseur est réglé par le scrutin présidentiel de 2023. Erdogan redoute des retombées tardives des printemps arabes. Il a encore en tête la façon dont son ami défunt, le frère musulman égyptien, Mohamed Morsi, a été évincé en 2013, par les militaires, après un an de pouvoir.

Et puis, il faut rappeler que l'alliance Russo-Turque est une alliance contre nature, même si elle a su gommer, ces dernières années, les nombreuses divergences géopolitiques qui la traversent.

CHINE NOUVELLE /SIPA

Erdogan et Biden (alors vice-président), lors d'une conférence de presse à Ankara, le 24 août 2016.

L'histoire est là, pour nous rappeler que les empires Ottoman et Russe se sont livrés à de nombreuses guerres, pour la domination du moyen orient. Jusqu'à présent, leurs bonnes relations tiennent à une volonté commune de chasser les occidentaux des zones de conflit et de profiter du vide laissé par le désengagement de l'Amérique de Donald Trump au Moyen Orient.

Il faut, aujourd'hui, se poser deux questions : Le conflit du Haut Karabakh a-t-il signé la fin de cette alliance géopolitique contre nature ? Et Vladimir Poutine va-t-il vouloir (et pouvoir) continuer à utiliser la Turquie pour diviser l'OTAN ? Car, en ouvrant un 3ème front, dans le Caucase, face à la Russie, Erdogan a remis en cause le statuquo que Vladimir Poutine maintenait dans la région.

Si la Turquie s'entête à faire basculer les rapports de force, Vladimir Poutine finira, sans doute, par sortir de sa réserve. Et la politique anti-occidentale ne suffira plus à masquer ses divergences grandissantes avec Ankara.

Les choses ne sont pas, non plus, au beau fixe avec la France. Il faut rappeler que Recep Tayyip Erdogan est un Frère Musulman, donc un Islamiste. Et à ce titre, il est inacceptable pour lui d'entendre le discours d'Emmanuel Macron contre la pandémie Islamiste lancé à l'encontre de l'Occident et de ses valeurs.

On se demande de qui se moque Farettin Altun, le directeur de communication d'Erdogan, lorsqu'il déclare que « *la politique insidieuse des caricatures, de séparatisme contre les Mulsumans et des perquisitions de mosquées ne sont pas conformes à la liberté d'expression.* » Erdogan qui, pour asseoir son pouvoir, a fait éliminer des milliers d'opposants (militaires, avocats, juges, politiciens, journalistes, militants kurdes, etc…), est-il le lieux placer pour donner des leçons en matière de liberté d'expression ?

Erdogan veut défier l'héritage laïc, de Mustapha Kemal Ataturk, qui remonte à 1924, en amorçant une résurrection de l'Empire Ottoman. Il cherche à apparaître comme le meilleur défenseur des musulmans, à travers le monde, et le leader d'un monde sunnite au sein duquel il veut concurencer l'Arabie Saoudite qu'il classe dans un axe anti Turc, avec les États-Unis, les Émirats Arabes Unis et Israel.

A travers cette surenchère à l'internationale, Erdogan vise à faire diversion, pour occulter la situation économique chaotique de son pays : le taux de chômage est à 13% et touche 26% des jeunes. Et la livre turque s'effondre, par rapport au dollar. Tant et si bien qu'il n'y a plus d'union sacrée autour d'Erdogan, en dépit de tous les pouvoirs dont il s'est doté. Sa popularité s'étiole ; son parti islamo-conservateur, l'AKP, est déchiré, depuis sa défaite aux municipales de 2019 ; son ancien Premier Ministre, Ahmet Davutoglu, et son ancien Ministre de l'Économie, sont passés dans l'opposition. Et si les élections présidentielles et législatives, prévues pour juin 2023, avaient lieu aujourd'hui, il en sortirait perdant face à son rival républicain, Ekrem Imamoglu, qui lui a ravi la mairie d'Istanbul, tenue par les islamo-conservateurs depuis 25 ans.

Affaibli comme jamais à l'intérieur, Erdogan tente de rebondir, en multipliant les provocations et les outrances sur la scène internationale. Mais, une question se pose à lui à présent : l'arrivée de Joe Biden va-t-elle le contraindre à réviser la politique étrangère de Turquie, à un moment critique pour lui à l'intérieur ?

Il y a un peu plus d'un an, Joe Biden avait qualifié Erdogan d'« autocrate » et s'était engagé à soutenir l'opposition turque. Plus récemment, lors de l'intervention du Président turc au Haut Karabakh, Joe Biden a qualifié « *d'irresponsable* » la rhétorique belliqueuse d'Erdogan allant jusqu'à l'utilisation de mercenaires djihadistes syriens pour terrifier les populations arméniennes.

Pour l'heure, Erdogan se veut conciliant, mais on ne peut être dupe de ses manœuvres. Comme toujours. Il mise sur l'idée que Joe Biden veillera, comme tous ses prédécesseurs, à la stabilité de sa relation avec la Turquie, pour ne pas affaiblir l'Alliance Atlantique, qui possède plusieurs centaines de missiles à têtes nucléaires sur le sol turc. ●

Erdogan : La diplomatie de la haine et de la duplicité

Par
Jean-Marie Montali
Journaliste et essayiste, ancien directeur adjoint des rédactions du Parisien et d'Aujourd'hui en France.

Pour comprendre la Turquie d'aujourd'hui, avec ses attributs de violences et d'intolérance, il faut lire "Je ne reverrai plus le monde" (Actes Sud) du romancier, essayiste et journaliste turc Ahmet Altan. L'auteur a été jeté en prison, avec quelques milliers d'autres, fonctionnaires, intellectuels, professeurs, avocats, juges, journalistes et militaires. Ce livre magnifique a paru dans plusieurs pays européens, mais pas en Turquie, où il a été évidemment censuré. Le crime d'Ahmet Altan est de penser. C'est pour cela qu'il a été enfermé, avec tant d'autres innocents. Parce qu'il pense et qu'il est donc "susceptible" de penser ou de croire autre chose que ce que proclame le sultan d'Ankara.

Cette vérité-là n'est pas une caricature. C'est la triste réalité de ce que subit un peuple dans un régime de dictature : une politique de la peur, de la manipulation et du mensonge, destinée en fait à cacher les échecs et les nombreuses plaies du pays. L'économie, rongée par la crise sanitaire et donc la crise touristique, s'effondre ; le cours de la livre dégringole ; la banque centrale est endettée jusqu'au cou. Mais peu importe, le talent d'Erdogan, dont la popularité est elle aussi sérieusement minée, c'est de n'avoir aucune honte.

Rarement on est allé aussi loin que lui dans la démagogie, le populisme, l'outrance et l'intimidation. C'est facile, il ne recule devant rien et rien ne l'arrête, surtout pas l'Union Européenne, écartelée entre Macron et Merkel. L'Allemagne, sans doute ligotée par les liens démographiques qu'elle entretient avec la Turquie (7 millions de Turcs vivent de l'autre côté du Rhin) s'oppose, en effet, à de vraies sanctions.

Qu'on ne s'y trompe pas : le poids géopolitique de la diaspora turque en Europe est considérable. Et le régime d'Erdogan n'hésite jamais à la mobiliser dans son intérêt. C'est vrai en Allemagne, bien sûr, mais la France n'échappe pas à la règle. Selon Mehmet-Ali Akinci, professeur des universités à l'université de Rouen Normandie, « *les personnes originaires de Turquie seraient actuellement plus de 700.000 dont plus de la moitié ayant maintenant acquis la nationalité française* », écrit-il dans un article de France Forum (Institut Jean Lecanuet), avant de décrire une communauté intégrée mais pas assimilée : « *Les Turcs sont décrits, dans tous les pays où ils sont présents, comme fortement marqués par une conscience migratoire élevée, érigée à partir de l'exil. Cette identité est construite autour de valeurs telles que la religion, le nationalisme (la turcité) et l'attachement nostalgique au pays (gurbet). Cette nostalgie rappelle à chacun son exil et son extranéité à la société environnante. Elle constitue le lien affectif à la terre quittée ou à celle des ancêtres* ».

Cette nostalgie d'une terre fantasmée pèse, comme un ciel gris, sur l'âme des immigrés de toute éternité. C'était vrai pour les Italiens ou les Espagnols hier, ça l'est aujourd'hui pour les Turcs. Erdogan n'hésite pas à jouer de cette fibre nationaliste pour embrigader les plus exaltés d'entre eux contre la France. Comme à Décines, près de Lyon, le 28 octobre dernier, quand des centaines de Turcs se sont livrés à ce qui ressemble bel et bien à un pogrom contre les Arméniens. Ces Turcs appartenaient aux *Loups Gris* - dont la dissolution en France est effective depuis le 3 novembre dernier - un groupe ultra violent, quasi paramilitaire, proche de l'extrême droite et dont le nationalisme est exacerbé par la religion.

La religion : voilà donc le levier international d'Erdogan qui, en héritier des califes ottomans, s'est autoproclamé champion toutes catégories de la défense de l'islam. Avec une diplomatie qui lui ressemble : agressive et menaçante. Une politique arrogante, faite de coups de menton et de déclarations martiales et mensongères.

Faire, par exemple, le parallèle entre l'Allemagne nazie des années trente et l'Europe d'aujourd'hui, il fallait l'oser. Erdogan l'a fait : « *une campagne de lynchage semblable à celle contre les Juifs d'Europe avant la deuxième Guerre Mondiale est en train d'être menée contre les Musulmans* », a t-il déclaré en octobre dernier, avant d'appeler le monde Musulman à boycotter les produits français.

Cet appel faisait évidemment suite aux déclarations du président Macron sur la liberté d'expression, le droit de caricaturer le prophète Mahomet et son discours sur un risque de "séparatisme islamiste" en France. Et précède ou poursuit une volée d'insultes lancées par l'autocrate turc qui espère que « *la France va se débarrasser du problème Macron le plus tôt possible* » car avec lui, notre pays « *vit une période très dangereuse* ». Et enfin : « *Emmanuel Macron devrait aller faire des examens de santé mentale* » (24 octobre).

Une campagne de haine nauséabonde, telle qu'on en a jamais vu dans les relations entre deux puissances de l'OTAN est soigneusement, méthodiquement orchestrée à Ankara et qui n'est pas à prendre à la légère : de nombreux imams et prédicateurs en France sont Turcs ou payés par la Turquie.

"Tout ça pour ça ?", pourrait-on, comme *Charlie Hebdo*, se demander. Mais en réalité, ce magazine et ses journalistes, qualifiés de "*bâtards*" et de "*fils de chienne*" par Serdar Çam, ministre turc de la culture et du tourisme (c'est sérieusement son titre !), ne sont en réalité qu'un prétexte. Ou plutôt une étape supplémentaire dans les désaccords qui opposent Macron et Erdogan sur la Syrie, la Libye, l'immigration, la Méditerranée orientale et la politique incendiaire de la Turquie vis-à-vis de la Grèce. Et plus récemment sur l'Azerbaïdjan et l'Arménie, au Haut Karabakh.

Autant d'outrances qui font dire au président français, à propos de son homologue, que « *le peuple turc, qui est un grand peuple, mérite mieux* » ! ●

EXPERTISES

La « démoctature » d'Erdogan est aussi un danger pour l'environnement !

Par
Fabienne Durand
Politologue et consultante, spécialiste des questions environnementales.

En Turquie, comme dans tous les pays émergents, le plus grand enjeu écologique est de concilier le progrès économique et social avec la préservation de l'environnement. Donc, d'opter pour le « développement durable ». Que penser de la politique en matière d'environnement du despote turc, Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2003, qui concentre tous les pouvoirs dans ses mains, y compris l'armée, la justice et les médias ? Quel est le bilan actuel de la Turquie en matière de développement durable ? Et le discours officiel en matière d'environnement est-il crédible ?

Quelques mots s'imposent : il y a des avancées incontestables en matière de durabilités, mais elles sont entachées d'ambiguïtés, d'instrumentalisation des questions environnementales, d'incohérences et de nombreux dérapages.

Certes, la Turquie a fait de réels progrès en matière de reboisement. Mais, la loi de « conservation de la nature et de la biodiversité » a été suspendue, ce qui a rendu à nouveau possibles des projets industriels et d'urbanisation dans des espaces naturels, dès lors qu'ils répondaient à un « intérêt public supérieur », une notion très floue. Et quand on sait à quel point Erdogan n'hésite pas à sacrifier l'économie sur l'autel de son autorité, alors quid du développement durable ?

Son approche du développement durable oscille entre un volontarisme affiché qui aboutit à des progrès et une instrumentalisation des problématiques environnementales utilisées à des fins politiques ou à des postures confuses, voire incohérentes.

Ainsi, en novembre 2017, il insistait sur le rôle clef de l'Organisation de coopération économique de la Mer Noire (OCEMN) pour promouvoir le développement durable comme moteur de la lutte contre la pauvreté, quand la Turquie assurait la présidence de cette organisation. Alors qu'en septembre 2019, lors d'une réunion au sommet ODD (Objectifs du développement durable), Erdogan n'a pas hésité à menacer de ne pas ratifier l'accord de Paris, si on abondait pas dans son sens.

Toutefois, on observe une expansion des énergies renouvelables au détriment du charbon. La Turquie, un pays importateur d'énergie, a résolument investi dans les ressources nationales et renouvelables, au fil des années.

Mais les motivations de cette politique n'étaient pas liées à la préservation de la nature, mais plutôt à la réduction de la dépendance du pays vis-à-vis des ressources extérieures, en matière de production d'électricité.

Le gouvernement turc s'est fixé l'objectif de 30% d'énergies renouvelables, à l'horizon 2023, pour sa production nationale d'électricité. Cette ambition est d'autant plus importante que la Turquie est le deuxième pays consommateur d'électricité au monde après la Chine.

Parmi les énergies renouvelables, la Turquie opte principalement pour l'hydraulique et, dans une mesure moindre, le thermal et l'éolien. Vient ensuite le solaire, qui reste un domaine énergétique d'avenir pour le pays.

La Turquie compte 673 barrages sur son territoire. Le contrôle des ressources en eau est une priorité. Des efforts continus ont également conduit la Turquie à se classer au quatrième rang mondial parmi les pays ayant la plus grande capacité d'énergie géothermique installée. Le pays est, par ailleurs, le troisième d'Europe en matière d'énergie éolienne. Et le plus grand parc photovoltaïque du monde est entré en fonction dans le centre de la Turquie, plus précisément dans la province de Konya.

En matière de lutte contre les déchets, la Turquie a adopté une loi imposant aux supermarchés de faire payer les sacs plastiques. Ce qui a fait chuté de 75 % leur utilisation. De la même manière, l'une des mesures éco-responsables les plus innovatrices dans la lutte contre la pollution a été mise en œuvre grâce à un projet de la municipalité d'Istanbul, pour favoriser le recyclage. Les habitants d'Istanbul peuvent désormais recharger leur carte de transport grâce à des bouteilles en plastique recyclées !

En matière de reboisement, la Turquie est l'un des pays dont les efforts de reboisement sont les plus importants au monde. Le projet « Construisons ensemble une Turquie plus verte », ayant pour objectif de sensibiliser les citoyens à la protection de l'environnement, a été un franc succès. Jusqu'à 2018, et en l'espace de seize ans, le pays a mis en terre 4,039 milliards de plants d'arbres.

Lors de la journée nationale du reboisement, le 11 novembre 2019, la Turquie est entrée au Guiness des records, puisque 303.150 arbres ont été planté dans la province turque de Corum et 11 millions dans tout le pays.

ARNAUD ANDRIEU/SIPA

Un vieil homme nourrissant des mouettes sur une jetée qui longe le Bosphore, le 8 janvier 2019.

Mais, tous ces efforts ont été vains, puisque 90% des arbres n'ont pas survécu à la sécheresse et sont morts avant janvier 2020. Et malgré un tel échec, le ministre turc de l'agriculture s'est empressé d'annoncer que 82 millions de jeunes arbres allaient être plantés dans tout le pays avant la fin de 2020 !

L'un des exemples les plus récents mis en avant par le régime d'Erdogan pour « *assurer un environnement plus sain et vert aux citoyens* » est l'ouverture des « Parcs du Peuple ». Le président Erdogan a inauguré cinq « Parcs du Peuple » à Istanbul, en novembre 2018, tout en annonçant que 33 autres allaient suivre, dans dix-huit provinces turques.

Mais, cet écologisme de façade entretenu par la « démoctature » d'Erdogan ne parvient pas à masquer ses graves dérapages en matière d'environnement. Alors que la Turquie est déjà très critiquée pour sa politique de captation excessive de l'eau par des barrages, Erdogan a annoncé, en janvier 2020, un projet pharaonique, qui n'a d'autres visées que d'assouvir sa folie des grandeur et qui consiste à creuser à Istanbul un canal pouvant concurrencer ceux de Suez et de Panama !

Erdogan argue que ce canal permettrait de doter Istanbul d'un nouveau pôle d'attractivité, en plus de soulager le Bosphore, l'un des détroits les plus congestionnés du monde.

Mais, ce projet pharaonique, qui a déjà été abandonné, une première fois, en 2018, en raison de la crise économique en Turquie, risque de ne jamais voir le jour.

Il se heurte, à présent, à un veto catégorique du nouveau maire de la l'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principal opposant à Erdogan et l'une des figures montantes du Parti Républicain du Peuple qui a ravi la mairie d'Istanbul à l'AKP d'Erdogan, en juin 2019.

Pour Emamoglu, le « canal d'Erdogan », dont le coût est chiffré à plus de 11 milliards d'euros, est un « *projet criminel* », car en plus du gaspillage de l'argent public, il représente une catastrophe pour l'environnement et menace de renforcer les risques sismiques ! ●

Erdogan a-t-il définitivement enterré la projet de réunification de Chypre ?

Par
Ian Hamel
Journaliste et écrivain, spécialiste des Frères musulmans.

Même si les négociations entre les chypriotes grecs et turques avançaient à la vitesse d'une tortue rhumatisante, l'objectif restait, malgré tout, la réunification de l'île. En favorisant l'élection d'Ersin Tatar, Recep Tayyip Erdogan entend imposer une sécession définitive entre le Nord et le Sud de l'île. Et Bruxelles, comme à son habitude, n'a même pas élevé le ton.

Le nom de Varosha vous dit-il quelque chose ? Vraisemblablement pas si vous avez moins de cinquante ans. C'est un quartier sud de la ville de Famangouste, la principale station balnéaire de Chypre, avant l'intervention militaire turque de 1974. Depuis, Varosha est devenue une cité fantôme abandonnée par ses habitants. Des bougainvilliers, des philodendrons et des hibiscus poussent au milieu des immeubles éventrés. En plein sur la ligne de démarcation entre la République chypriote, membre de l'Union européenne, et la République turque de Chypre du Nord (RTCN), un État qui n'est reconnu que par la Turquie, la plage de Varosha se situe toujours dans une zone interdite. Cela n'a pas empêché Recep Tayyip Erdogan d'y pique-niquer et d'y annoncer la réouverture prochaine de Varosha en pleine campagne pour les élections présidentielles.

Et c'est son favori, Ersin Tatar, 60 ans, qui a été élu le 18 octobre dernier président de la RTCN, avec 51,69 % des suffrages, battant le président sortant, Mustafa Akinci, pourtant grand favori. Ce social-démocrate, même s'il n'y mettait pas énormément de bonne volonté, restait un partisan de la réunification de cette petite île de 9200 km², peuplée de 1,2 million d'habitants, majoritairement grecs. En revanche, son adversaire, Ersin Tatar, un nationaliste pro-turc, proche du maître d'Ankara, revendique une indépendance définitive de la République turque de Chypre du Nord, avant un rattachement probable à la Turquie.

Arrivant juste après l'intervention turque dans la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au haut Karabakh, l'intervention - cette fois pacifiste - du président turc dans l'élection présidentielle, dans la partie nord de Chypre, n'a pas accaparé la Une de la presse. Elle révèle pourtant que Recep Tayyip Erdogan n'est pas prêt de freiner son esprit de conquête, en particulier en Méditerranée, au nez et à la barbe des Européens.

Bien évidemment, ce n'est pas la plage de Varosha qui intéresse en tout premier lieu le président turc, mais plus sûrement les gigantesques champs gaziers au sud de Chypre.

Mais pour bien comprendre les enjeux, revenons sur l'histoire de cette île située à seulement 65 kilomètres de la Turquie, au nord, et à 100 kilomètres de la Syrie, à l'est. Si en 1878, la Sublime Porte cède Chypre aux Britanniques sous forme d'un bail de 500.000 dollars par an, le Royaume-Uni n'en prend véritablement possession qu'en 1914. Il en fait une colonie. A cette époque, les Chypriotes grecs sont très majoritairement favorables à un rattachement avec la Grèce. Le 16 août 1960, Makarios III, l'archevêque orthodoxe de Nicosie, devient le premier président de la République de Chypre. Le vice-président est un Chypriote turc. Le Royaume-Uni conserve deux grandes bases militaires, à Akrotiri et à Dhekelia. Mais très vite, l'île est déchirée par les violences intercommunautaires. En 1974, Makarios III est renversé par un coup d'État appuyé par la dictature militaire grecque.

AP/SIPA

Erdogan aux côtés du nouveau président de la République Turque de Chypre du Nord, Ersin Tatar, à Varosha, le 15 novembre 2020.

La Turquie envoie aussitôt 10.000 soldats qui mettent la main en quelques heures sur 38 % du territoire, chassant du nord de l'île 200.000 Chypriotes grecs. C'est l'opération baptisée « Attila ». Dans la partie grecque, au sud, Makarios III redevient président.

Il faut attendre 1983 pour que les Turcs annoncent la création de la République turque de Chypre du Nord, qui n'est reconnue dans le monde que par Ankara. Toutefois Bakou devrait suivre prochainement, en reconnaissance de l'intervention turque dans la guerre de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie.

Depuis le coup de force de 1974, la physionomie du nord de l'île s'est totalement modifiée. D'une part, les forces armées turques maintiennent en permanence sur ce petit territoire (3.355 km², soit moins qu'un département français) 30.000 hommes. D'autre part, Ankara y a installé quelques 120.000 Turcs. Résultat, les Chypriotes turcs sont devenus minoritaires dans leur propre « pays ».

Malgré tout, depuis l'adhésion de Chypre à l'Union européenne, les négociations portaient sur une future réunification. Une réunification majoritairement acceptée par les Chypriotes turcs, mais rejetée en 2004 par les Chypriotes grecs, car elle ne prévoyait le retour que de 40.000 d'entre eux (au lieu de 200.000) dans le nord de l'île.

Mais en octobre 2020, le nouveau président de cette entité non reconnue par la communauté internationale et le président Erdogan ont mis un terme à cette fiction : Chypre sera définitivement coupée en deux. D'un côté l'Occident, de l'autre le nouvel Empire ottoman !

Toutefois, cette stratégie ne date pas d'hier. Dans les années 80, le président Turgut Özal déclarait déjà que Chypre est « *extrêmement vitale du point de vue de notre sécurité. Elle ne devra donc pas être entre les mains de nos ennemis. L'existence des Turcs dans le Nord est une garantie dans cette direction* ». Il s'y ajoute aujourd'hui un bras de fer pour le contrôle de la Méditerranée orientale et de ses ressources énergétiques. « *Il y a deux peuples et deux États séparés à Chypre. Il faut des pourparlers pour une solution sur la base de deux États séparés* », annonce Erin Tatar, le nouveau président.

La RTCN et la Turquie veulent être dorénavant associée au partage du gaz et aux ressources qui en découleront. Cela remet en cause les accords que Nicosie a passé avec le Liban, Israël et l'Égypte et l'attribution de concessions de forage à plusieurs compagnies pétrolières, dont la française Total et l'italienne Eni.

Le Figaro rappelle qu'en janvier 2020, la République chypriote « *a signé avec la Grèce et Israël un accord pour la construction d'un pipeline sous-marin capable de convoyer, chaque année, 10 milliards de mètres cubes de gaz vers l'Europe* ».

Depuis, ces pays ont été rejoints par l'Italie, la Jordanie et l'Autorité palestinienne. L'enjeu pour la Turquie est de s'intégrer, même par la force, dans ce Forum gazier de la Méditerranée orientale. Quand on constate l'inaction de Bruxelles, on imagine qu'Ankara n'aura pas trop de mal pour s'imposer à la table des négociations, même si les convives ne sont que très moyennement heureux de l'accueillir.

Pourquoi se gêner ? La Turquie organise déjà des « *recherches sismiques et des forages illégaux dans les zones maritimes de la République de Chypre, délimitées conformément au droit international* », commente Kyriakos Koushos, porte-parole de la République de Chypre, dans *Spectacle du Monde*. Il s'agit, en l'occurrence, d'un bateau de recherche sismique, escorté de trois frégates militaires turques. ●

Soutenez notre action de veille antiterroriste et de résistance à l'extrémisme et au fanatisme...

Abonnez-vous à notre revue Ecran de Veille

Nom : .....

Prénom : .....

Téléphone : .....

E-mail : .....

Adresse postale : .....

.....

.....

Offre gratuite de bienvenue

☐ 3 mois d'abonnement gratuit

Au delà de cette période, quatre formules au choix :

☐ 6 mois d'abonnement : 30 €

☐ 1 an d'abonnement : 50€

☐ 2 ans d'abonnement : 80€

☐ Abonnement de soutien : 1 an ..... € / 2 ans : .....€

Durant trois mois, vous recevrez gratuitement notre revue et ses suppléments. Et à l'issue de cette période d'essai, nous vous adresserons un formulaire d'abonnement payant à remplir et à nous retourner. Vous pourrez, alors, confirmer votre abonnement ou l'interrompre sans aucun frais.

Découpez ce coupon d'abonnement et renvoyez le à :
Global Watch Analysis
5 impasse des Prêtres - 75116 - Paris

Ou

Scannez le code QR pour remplir le formulaire d'abonnement en ligne

HAUT KARABAKH

Le futur boulevard reliant Ankara à Bakou passera par le sud de l'Arménie

La récente guerre perdue par les Arméniens n'a pas que des conséquences sur la région du Haut-Karabakh. Le cessez-le-feu impose à Erevan d'offrir un corridor sur son territoire entre la République autonome du Nakhitchevan et le reste de l'Azerbaïdjan. Il s'agit, en réalité, d'une future autoroute reliant le territoire turc à la mer Caspienne.

Par **Ian Hamel,**
envoyé spécial Erevan (Arménie)

Au beau milieu de la guerre de 44 jours opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan et à la Turquie, Ararat Mirzoyan, le président de l'Assemblée nationale, lançait que les véritables motivations de Bakou était d'« *éliminer l'Arménie de la carte politique* ». Il ajoutait : « *si nous abandonnons l'Artsakh* [le Haut-Karabakh], *nous abandonnerons Meghri, et ensuite Erevan* ». Meghri est une bourgade de moins de 5000 âmes, à l'extrême sud de l'Arménie, à un coup d'accélérateur de la frontière iranienne. Son nom a été cité à plusieurs reprises dans les années 2000, lors de négociations secrètes entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Il s'agissait alors de céder le corridor de Latchine, reliant l'Arménie au Haut-Karabakh, contre le corridor de Meghri. Un corridor de 35 à 40 kilomètres qui aurait permis au Nakhitchevan de rejoindre par la route le reste de l'Azerbaïdjan. Les négociations ont échoué, et plus personne depuis deux décennies n'avait ressorti des tiroirs le corridor de Meghri.

Ararat Mirzoyan, un proche de Nikol Pachinian, le Premier ministre arménien, a été lynché par une foule en colère à l'annonce du cessez-le-feu qui sonnait la reddition d'Erevan. Le président de l'Assemblée nationale avait pourtant raison. Alors que l'opinion publique en Arménie, comme en Occident, se focalise sur le Haut-Karabakh, Ilham Aliyev, le président azéri, a réussi à imposer dans l'accord (selon la clause 9) la mise en place du corridor de Meghri.

Pour tenter de comprendre l'importance stratégique de ce corridor, il convient de se pencher sur une carte de géographie. A l'ouest de l'Arménie, l'Azerbaïdjan possède une enclave, le Nakhitchevan, grand comme un département français (5500 km²), et peuplée de 400.000 habitants. Il s'agit d'une région aride et montagneuse. Cette petite république autonome possède des frontières avec la Turquie, l'Iran et l'Arménie, mais elle est sans continuité territoriale avec le reste de l'Azerbaïdjan. Pour rejoindre Bakou, les habitants du Nakhitchevan doivent soit prendre l'avion, soit passer par l'Iran, qui entretient des relations en dent de scie avec l'Azerbaïdjan.

UN AVANTAGE GÉOSTRATÉGIQUE POUR ERDOGAN

Ilham Aliyev tient tout particulièrement à ce couloir susceptible de désenclaver cette République autonome, car son père, le président Heydar Aliev, est né en 1923 à Nakhitchevan, la capitale du Nakhitchevan. « *Le président de l'Assemblée nationale arménien n'a pas dit la vérité : nous n'avons jamais voulu nous emparer du sud de l'Arménie, nous réclamons seulement un couloir* », lâche Elchin Amirbayov, ancien ambassadeur d'Azerbaïdjan en France, aujourd'hui conseiller diplomatique de Mehriban Aliyeva, épouse du président et première vice-présidente d'Azerbaïdjan. Le diplomate tient malgré tout à rappeler que la région allant du massif du Zanguezour jusqu'aux confins de l'Iran – c'est-à-dire tout le sud de l'Arménie – appartenait à la première république d'Azerbaïdjan, qui a duré de 1918 et 1920, avant qu'un pouvoir communiste s'installe à Bakou.

VALERY SHARIFULIN/TASS/SIPA

Des camions sur le chantier de ce que les Azéris surnomment «Autoroute de la victoire », dans le district de Shusha, le 27 février 2021.

Il faudra percer ce corridor dans une zone montagneuse, difficile d'accès, très peu peuplée, du sud de l'Arménie, sur une quarantaine de kilomètres en longueur et une dizaine en largeur. La future autoroute permettra aux habitants du Nakhitchevan - mais aussi de Turquie - et aux marchandises de rejoindre Bakou, la capitale, et la mer Caspienne !

Grâce à cet avantage géostratégique, Recep Tayyip Erdogan pourra ainsi accroitre encore davantage son influence sur l'Asie centrale. « *Les villes turques proches de cette frontière* [entre la Turquie et le Nakhitchevan], *mais aussi certains cercles d'affaires turcs et européens attendaient depuis longtemps l'ouverture d'un tel corridor de circulation* », souligne, dans *Le Monde*, Hakan Gunes, professeur associé au département de sciences politiques de l'université d'Istanbul, spécialiste du Caucase.

Une fois encore, l'Occident reste aux abonnés absents. Le Groupe de Minsk, créé en 1992 pour tenter de trouver une résolution pacifique et négociée ente l'Arménie et l'Azerbaïdjan, est toujours co-présidé par les États-Unis, la France et la Russie. Mais pour décréter le cessez-le-feu entre Arméniens et Azéris, Vladimir Poutine a-t-il seulement pris la peine d'en informer le président américain ou Emmanuel Macron ?

En revanche, la Turquie a déjà obtenu de pouvoir participer à un centre conjoint d'observation du cessez-le-feu, qui sera installé en territoire… azerbaïdjanais. Hulusi Akar, le ministre turc de la Défense, a annoncé que son pays sera non seulement à la table des négociations, mais également sur le terrain concernant le Haut-Karabakh.

Malgré tout, il reste à savoir qui contrôlera le corridor de Meghri. La Russie ? L'Azerbaïdjan avec la Turquie ? Et l'Arménie aura-t-elle seulement un mot à dire sur cette autoroute construite sur son territoire ? ●

Document

L'islamo-gauchisme existe bel et bien… et en plus il tue !

Le terme « islamo-gauchisme » fait polémique. Imprécis et trop amalgamant, nous lui préférons, à Global Watch Analysis, les termes plus explicites de « collabos gauchistes de l'islamisme » ou d'« idiots utiles de l'islamisme » ! Cependant, l'« islamo-gauchisme », au sens de la compromission de certains composantes ou courants de l'extrême gauche avec l'islamisme (politique ou djihadiste) existe bel et bien. Une longue enquête, menée en 2004, pour les besoins de notre livre « Ben Laden, la destruction programmée de l'Occident » paru, cette année-là, aux éditions Jean Picollec, démontre que ce type de connivence gauchiste avec l'islamisme ne tue pas que le débat d'idées dans les universités françaises !

Par **Roland Jacquard** *et* **Atmane Tazaghart**

EXTRAITS :

Les sanglants attentats qui ont frappé Madrid le 11 mars 2004 et qui ont fait 201 morts et plus de 1500 blessés étaient troublants à bien des égards. Plusieurs indices conduisaient, à la fois, à al-Qaida et à l'organisation indépendantiste basque ETA.

[…]

Il y avait d'abord la nature de l'explosif utilisé, un genre particulier de dynamite, jamais utilisé par al-Qaida auparavant, mais que les Basques utilisaient régulièrement depuis le début des années 80. Autre fait troublant, le 25 décembre 2003, un *etarra* avait été arrêté à la gare de Saint-Sébastien en possession d'une valise contenant 28 kilos de ce même genre d'explosif.

[…]

ALLIANCE SECRÈTE ENTRE ETA ET AL-QAIDA ?

Comment expliquer que des explosifs vendus à un réseau d'ETA puissent, ainsi, parvenir aux cellules espagnoles d'al-Qaida ? Une collaboration terroriste entre ces deux organisations apparaît, à première vue, impensable, tellement l'alliance entre elles est contre nature. Cependant, une longue enquête entamée en mars 2002 nous a révélé qu'al-Qaida avait déjà sous-traité, par le passé, l'aide logistique et la fourniture en explosifs auprès d'ETA et d'autres organisations terroristes gauchistes dites de « type européen », comme les Brigades Rouges italiennes, le GRAPO espagnol ou le 17 novembre grec.

Tout a commencé fin mars 2002, par une révélation faite aux enquêteurs américains par le prisonnier marocain Abderahmane Hamidou, détenu à Guantanamo, au sujet d'un projet d'attentat maritime qui allait frapper des navires de l'OTAN lors de leur passage à Gibraltar.

Sur la base de cette information, une enquête conjointe de la CIA et de la DST marocaine a permis de localiser une « cellule marocaine » d'al-Qaida chargée de l'exécution de cet attentat. Mais, avant de la démanteler, début mai 2002, les enquêteurs américains et marocains ont décidé de surveiller ses activités, ses déplacements et ses relations, durant plus d'un mois.

Ils ont alors découvert, avec stupéfaction, que les membres de cette cellule, des Marocains et des Saoudiens, prenaient contact, lors de leurs repérages à Gibraltar, avec des membres d'ETA qui devaient leur fournir les zodiacs et les explosifs prévus pour attaquer les navires de l'OTAN !

Ben Laden, la destruction programmée de l'Occident, Jean Picollec Editeur, Paris, avril 2004

Deux mois après la mise en échec de cette opération à Gibraltar, d'autres indices sont venus conforter la thèse d'une alliance secrète d'al-Qaida avec des organisations terroristes européennes aux revendications nationalistes ou gauchistes.

La preuve en a été faite suite à l'arrestation à Athènes, le 17 juillet 2002, du leader historique du groupe d'extrême-gauche 17 novembre, Alexandre Giatopoulos.

[…]

Chez ce Franco-Grec, né à Paris en 1944, les enquêteurs ont découvert des archives impressionnantes retraçant l'itinéraire sanglant de son organisation. Et dans la masse des documents saisis, une photo à intrigué les enquêteurs : on y voyait Giatopoulos en tenue afghane dans un camp d'al-Qaida !

En épluchant les archives de Giatopoulos, il a pu être établi que les liens entre 17 novembre et al-Qaida remontaient à 1998.

[…]

CARLOS, ABOU NIDAL, BEN LADEN ET LES « AFGHANS ARABES » !

C'est à cette même période, que Carlos, autre figure historique du terrorisme gauchiste, a lui aussi apporté son soutien à Oussama ben Laden. Dans une interview accordée à l'un des auteurs, il affirmait que « *l'islamisme révolutionnaire avait pris le relais du communisme, pour devenir le fer de lance de la lutte mondiale anti-impérialiste* ».

[…]

Par ailleurs, Carlos – converti à l'islam depuis 1975 – ne nie pas avoir été en contact avec Oussama Ben Laden au Soudan, même s'il évite, habilement, de s'étaler sur ce sujet. Lors d'une interview avec l'un des auteurs, en juillet 1999, à la question : Est-il vrai que vous avez connu ou rencontré Oussama ben Laden au Soudan ? Et quelle était la nature de vos contacts avec lui ?, il s'est contenté de répondre : « *Ce n'est pas un hasard que "cheikh Oussama", d'autres révolutionnaires et moudjahidin et moi-même, nous ayons séjourné en même temps au Soudan !* »

Carlos n'était, d'ailleurs, pas le seul « révolutionnaire » pro-palestinien à s'allier à Oussama Ben Laden. Lors d'une interview exclusive accordée à l'un des auteurs, Khalid Awad, membre du comité central de l'organisation Abou Nidal, a révélé l'existence de connexions entre son organisation et al-Qaida, pendant la période où ces deux groupes avaient leurs bases au Soudan, c'est-à-dire durant la première moitié des années 1990.

« *Lorsque Abou Nidal a voulu chercher un nouveau refuge pour quitter la Libye*, affirme-t-il, *son choix s'est porté sur le Soudan.* […] *Il n'y a pas eu de contacts ou de coordination sur le plan organique entre les deux organisations. Ce qui s'est passé, c'est que des cadres d'Abou Nidal ont fait dissidence, après leur arrivée au Soudan, et ont rejoint al-Qaida. Ils étaient entre 100 et 120 personnes. Il s'agissait essentiellement de cadres militaires spécialisés dans l'instruction au maniement des explosifs et des armes légères* […] »

LES CAMARADES GAUCHISTES DE BEN LADEN :

Cette tendance s'est confirmée davantage après les attaques du 11 septembre. A leur tour, les Brigades Rouges italiennes ont succombé à cette fascination pour l'islamo-djihadisme. Lors de l'arrestation d'une cellule d'al-Qaida qui préparait une attaque maritime à Venise, le 10 juillet 2002, les Italiens ont mis la main sur des indices qui établissaient l'existence de contacts entre al-Qaida et les Brigades Rouges.

[…]

Quelques semaines plus tard, l'alliance secrète entre al-Qaida et les Brigades Rouges italiennes a été confirmée par un rapport des services de renseignement italiens, établi à la demande d'une commission parlementaire et rendu public le 7 août 2002.

Cette alliance sera, ensuite, officiellement revendiquée par Nadia Desdemona Lioce, une importante figure brigadiste, arrêtée le 2 mars 2003, suite à une sanglante fusillade à bord du train Rome-Florence.

Lors de sa comparution devant le juge antiterroriste Ferdinando Pomarici, Lioce a refusé de répondre aux questions et s'est bornée à lire un long manifeste de 16 pages dans lequel elle expliquait son action et revendiquait la « *solidarité politique et militaire* » des Brigades rouges avec al-Qaida. Elle justifiait cette position par « *la nécessité d'apporter l'appui du prolétariat urbain des pays européens aux masses arabes et islamiques expropriées et humiliées, afin de contrer les visées israélo-anglo-américaines* » ! ●

Scannez le code QR pour lire l'intégralité de ce document et ses nombreuses références et notes de bas de page.

PROFILS

Erdogan, le nouveau parrain du fascisme islamique

Toujours plus fort, toujours plus fou. Recep Tayyip Erdogan s'est intronisé « deuxième conquérant » de Sainte-Sophie après Mehmet II en 1453. Il l'a proclamé dans son « message à la nation » diffusé à la télévision ce jour funèbre du 10 juillet 2020 où fut annulé le décret d'Ataturk de 1934 transformant l'édifice en musée. Mustapha Kemal avait rendu à l'humanité la basilique, joyau de la chrétienté pendant 916 ans, puis mosquée phare de l'empire ottoman pendant cinq siècles. Il voulait en finir avec la fracture Islam-Occident et apaiser les conflits. Erdogan, lui, les rallume.

Avec la reconversion en mosquée de la basilique Sainte-Sophie le président turc parle djihad. « *Aujourd'hui*, lance-t-il, *la Turquie s'est débarrassée d'une honte. La résurrection de Sainte-Sophie est annonciatrice de la libération de la mosquée Al Aqsa !* » Un appel à la guerre sainte autour de la mosquée de Jérusalem, épicentre du brasier israélo-palestinien dans un conflit qui a changé de nature pour glisser de la juste revendication territoriale à l'incontrôlable passion religieuse.

Dans les faits, la troisième intifada annoncée par le Hamas se fait pourtant attendre : les Palestiniens sont bien plus préoccupés par le coronavirus et la crise économique. Mais les agents d'Erdogan se feront un devoir sacré, au jour opportun, de souffler sur les braises à Jérusalem. Lors de plusieurs épisodes sanglants ces dernières années, on a retrouvé leur influence sous la couverture d'organisations pseudo-humanitaires. Ils ont également pénétré le *Mouvement islamique*, une organisation désormais illégale. Son fondateur, le cheikh Raed Saleh, un arabe israélien, avait fait l'apologie du meurtre de deux policiers druzes qui gardaient l'esplanade des mosquées en juillet 2017.

Erdogan se veut donc le « reconquérant ». Toujours plus faux. Il serait insultant pour les sultans qui ont créé une civilisation d'attribuer ce titre à un destructeur mégalomane obsédé par la réécriture d'une histoire qui le dépasse. Dès ses premières victoires électorales, il jouait avec le feu des symboles. Du balcon de son parti, l'AKP, à Ankara, il lançait à la foule en extase : « *Aujourd'hui, Bagdad et Beyrouth, Gaza, Ramallah, Jérusalem ont gagné autant qu'Izmir ! Le Moyen-Orient, le Caucase et les Balkans ont gagné autant que la Turquie !* »

La naïveté européenne l'a servi, avec la tragédie des migrants dont il se sert comme chantage. Une conséquence du chaos régional auquel il a puissamment contribué, en Syrie puis en Libye où son appui a été déterminant pour sauver le régime de Faez al-Sarraj. En cette affaire, trois logiques l'ont guidé. D'abord le goût de la razzia énergétique car le sous-sol libyen recèle les plus importantes réserves de pétrole d'Afrique. Ensuite le fantasme de la revanche historique : la Libye fut une ancienne possession ottomane. Enfin, son agenda idéologique puisque Sarraj protège les Frères musulmans.

AP/SIPA

Erdogan pose à l'intérieur de la basilique Sainte-Sophie, le 19 juillet 2020, quelques jours après l'annonce de sa transformation en mosquée.

On comprend mal comment l'Europe a pu si longtemps se méprendre sur cette volonté de puissance islamiste. Le réveil d'Emmanuel Macron est réel mais tardif. C'est à l'hiver 2019 qu'il a évoqué un « *OTAN en état de mort cérébrale* » : la Turquie, qui en est toujours membre, multipliait les provocations. Le président français a réitéré son constat après l'agression d'une frégate française par une frégate turque en juin 2020. La mission tricolore consistait à repérer des transports d'armes illégaux vers la Libye.

La violence d'Erdogan est d'autant plus explosive aujourd'hui que sa position semble curieusement incertaine sur la scène intérieure. Aux élections municipales de 2019, il a perdu plusieurs grandes villes dont Ankara et Istanbul, désormais administrées par le CHP, le parti de l'opposition kemaliste et laïque. La transformation de Sainte-Sophie en mosquée constitue donc un défi au nouvel homme fort d'Istanbul, son maire Ekrem Imamoglu.

Le spectre de la défaite exaspère de plus belle l'ubris du président turc. L'universitaire franco-turque Nora Seni, figure des intellectuels en exil, rappelle avec inquiétude les propos tenus en novembre 2019 à l'occasion de la sixième Convention de la religion. « *Erdogan y a déclaré qu'il faudrait dorénavant installer l'islam au centre de la vie des citoyens* » relève-t-elle. « *Ce n'est pas l'Islam qui agira selon nous*, a-t-il promis, *c'est nous qui agirons selon l'Islam. Même si cela nous est pénible, nous installerons au centre de notre vie, non les conditions de l'époque, mais les commandements de notre religion !* » Quel djihadiste ne rêverait pas d'une telle déclaration faite, non sur les vidéos de tribus insurgées, mais au sommet d'un Etat puissant, interlocuteur de Washington, de Moscou, de Téhéran, de Pékin et de Bruxelles ?

C'est ainsi que, sous nos yeux, à nos portes, Erdogan construit le fascisme islamique ! ●

5 DATES

26 FÉV. 1954 — **Naissance à Beyoglu, Istanbul.**

27 MARS 1994 — **Élu maire d'Istanbul.**

21 AVRIL 1998 — **Condamné à 10 mois de prison pour « incitation à la haine », après avoir déclaré, lors d'un meeting à Siirt : « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats ».**

14 MARS 2003 — **Nommé premier ministre, il restera à ce poste durant 11 ans.**

10 AOÛT 2014 — **Élu président de la république, il sera réélu pour un second mandat, en juin 2018.**

ECRAN DE VEILLE

PROSPECTION GÉOSTRATÉGIQUE
VEILLE SÉCURITAIRE
CONTRE-TERRORISME
RÉSISTANCE AUX EXTRÉMISMES

NEWSLETTER BI-MENSUELLE PUBLIÉE PAR LE SITE :

www.global-watch-analysis.com

5 IMPASSE DES PRETRES
75016 - PARIS
FRANCE

TÉL. : +33 9 81 72 30 85

globalwatchanalysis@gmail.com
contact@global-watch-analysis.com

SOCIÉTÉ ÉDITRICE :
COUNTRIES REPORTS PUBLISHING (LONDON)

COMPANY NUMBER : **06741319**

EN PARTENARIAT AVEC :
GLOBAL WATCH ANALYSIS SAS (PARIS)

NUMÉRO SIRET : **87823159600015**

Directeur de la publication :
ATMANE TAZAGHART

Experts et consultants de la rédaction :
ROLAND JACQUARD
CHRISTIAN MALARD
IAN HAMEL
MARTINE GOZLAN
FABIENNE DURAND
MALIKA MADI
JEAN-MARIE MONTALI
HAMID ZANAZ

Comité de Rédaction :
ASMA RAMDANI *(rédactrice en chef)*,
NICOLAS CHÊNE *(rédacteur en chef vidéo)*,
YACINE TAZAGHART *(JRI)*,
LOUIZA MELHAA *(secrétaire de rédaction)*,
KLARA RUELLO (assistante de rédaction)

Infographie et maquette :
MXB.

Informatique et web :
AMAR MERIECH.

Traduction :
INTERNATIONAL TRANSLATION AGENCY LTD - 80/1,TIGNÉ STREET - SILMA 3170 - MALTE

Soutenez notre action de veille antiterroriste et de résistance à l'extrémisme et au fanatisme...

Abonnez-vous à notre revue Ecran de Veille

Scannez le code QR pour remplir le formulaire d'abonnement en ligne